L'ACTION MILITANTE A LA FEDERATION ANARCHISTE

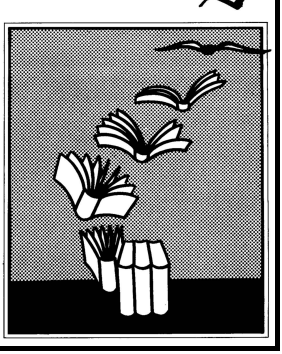
Monter un groupe – Rompre l'isolement

AGIR POUR L'ANARCHISME !

FEDERATION ANARCHISTE

Novembre 2006

Les éditions du Monde libertaire



ISSN 1159-3482 – ISBN 2-903013-92-6
Editions du *Monde Libertaire* – 145 rue Amelot - 75011 Paris
Pas de ©. Reproduction libre en citant la source.

Pour l'anarchisme 1

La Fédération Anarchiste 3
Le fonctionnement de la Fédération 3
Les buts de la F.A. 4
Pour en savoir plus, pour mieux nous connaître 6

Le Monde Libertaire 7
Historique 7
Organisation 8

Radio Libertaire 10
Historique 10

Quelques librairies de groupes FA 14

L'individu 17
Les tâches de l'isolé.e 17
1.Le tract : 17
2.Les relations avec la presse locale : 18
3.La vente du journal de la FA à la criée : 18
4.L'affiche : 19
Rapport avec la F.A., ses organismes de coordination, les groupes, et les régions. 20

Le groupe 21
Le travail du groupe 21
L'organisation du groupe 22
Les réunions 25
Le fédéralisme 26
Collectifs, cartels d'organisations, actions unitaires 26

Annexe technique 28
Le tract 28
L'affiche 28
Les banderoles : 28

Principes de base de la Fédération Anarchiste 28

Motions de Congrès 38
Motions du 54ème Congrès Rennes les 17, 18, 19 mai 1997 38
Face à l'électoralisme 39

Notre antifascisme 40
L'anarchisme ouvrier 42
55e congrès de la Fédération anarchiste 44
Ni fascisme ni post-fascisme 44
Motion contre la guerre en ex-Yougoslavie Lorient le 23 mai 1999 45
La guerre : un crime contre l'humanité ! 45
Motions du 57e congrès Perpignan les 10, 11, 12 Juin 2000 46
Stratégie fédérale féministe anarchiste 46
Contre la démolition sociale 47
Motions du 59e congrès Rouen les 18, 19, 20 Mai 2002 49
Aux libertaires 49
Motion pour un front social anticapitaliste, antifasciste et antipatriarcal 50
Motion anti-électorale 51
Motions du 60e Congrès Besançon le 9 Juin 2003 52
Motion antipatriarcale 52
Construisons la Grève Générale ! 53
Motions d'orientation du 61e Congrès – Rennes – 29,30,31 Mai 2004 55
Motion de soutien aux salariés licenciés de STMicroelectronics 55
Du développement à la décroissance 55
Motions du 63e Congrès 3-4-5 juin 2006 - Merlieux 57
Non à la coupe du monde du footre ! 57
Motion « Agir au lieu d'élire » 58
Motion "Seule la lutte paie" 59
L'Internationale des Fédérations Anarchistes 61
Pacte Associatif 61
Guide de l'arrêté : Que faire lorsqu'on est arrêté.e par la police lors d'une manifestation? 65
I- Lors d'un contrôle d'identité : 65
II- Lors d'une garde à vue 67
III- Lors d'une comparution immédiate 69
IV- Lors d'une rétention administrative d'un.e étranger.e 70
V- Lors de la fouille d'un véhicule 71
VI- Les vigiles 71
Pour conclure ... Oser et comprendre la pensée libertaire… 72
L'EDITEUR 78

"...Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste..."

Louise MICHEL

Pour l'anarchisme

Des générations d'hommes et de femmes ont tenté, tant bien que mal, d'émanciper leurs sociétés des jougs de l'oppression et de l'exploitation. L'égalité est vite devenue une idée-force qui a guidé leurs pas et leur action.

Au cours de l'histoire s'est constitué, entre autres, le mouvement anarchiste sur des principes et des pratiques visant à la suppression de l'Etat et des classes économiques et sociales. L'originalité du mouvement anarchiste est d'avoir immédiatement saisi et dénoncé la non neutralité des institutions étatiques dans le combat engagé entre les forces de l'émancipation et celles de l'injustice ; d'avoir compris que l'Etat était loin d'être un simple outil utilisable à bon ou mauvais escient ; qu'il portait en lui les germes et la cause des divisions et des inégalités ; que le pouvoir n'a d'autre objet que ... le pouvoir ; qu'il n'est pas un moyen mais une fin en soi.

Les anarchistes ont posé en parallèle à l'abolition de l'exploitation économique, la suppression de la domination politique ; considérant avec justesse qu'on ne s'empare jamais du pouvoir pour y renoncer, et qu'il faut donc renoncer au pouvoir.

L'anarchisme s'est vu rapidement confronté aux autres propositions d'organisation sociale parce qu'il a tout de suite affirmé la capacité des hommes à gérer directement leur travail, et celle des sociétés à s'auto administrer, sans avoir recours aux spécialistes autoproclamés des gouvernements qui assoient leur domination au nom de Dieu, d'Allah, du Roi, du Parti, de la Patrie ou de la Démocratie.

Ce que certains appellent faiblesse chez l'anarchisme est en réalité sa force. Loin d'être une idéologie figée, il s'est toujours adapté à l'évolution des sociétés et des rapports sociaux rappelant toujours, sous tous les

régimes, la nécessité d'un changement social en profondeur. Prônant une révolution sociale organique, il fut et reste l'ennemi irréductible de tous les systèmes où persistent l'aliénation politique, économique et religieuse.

Ses moyens : la préparation aujourd'hui des bases et pratiques qui devront régir les rapports dans la société de demain. L'entraide au lieu de la charité, la solidarité à la place de l'exclusion, l'autogestion pour en finir avec l'exploitation, le libre fédéralisme contre le totalitarisme des Etats.

Partisans d'un nouvel ordre libertaire et égalitaire, les anarchistes ne rêvent pas pour autant d'imposer un paradis terrestre. Aucune organisation sociale ne peut être parfaite, aucun système ne peut être achevé. S'opposer à une perpétuelle évolution nécessiterait d'employer les méthodes aveugles et totalitaires des régimes qui, à travers le monde, tiennent les peuples en esclavage, au nom de Dieu, du Parti ou de l'économie de marché (parfois même les trois à la fois !).

L'anarchisme n'est pas une fin de l'histoire, mais un mode de résolution du problème social autant qu'une recherche pratique permanente d'harmonie entre responsabilité et liberté, entre individu et société.

C'est pour cela que nous militons à la Fédération Anarchiste et comme nous aimons bien partager nos idées, voici un bref aperçu de ce qu'est notre organisation et des buts que nous nous sommes fixés.

Talon à renvoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris

Je désire prendre contact avec la Fédération Anarchiste

NOM & Prénom……..
Adresse……..……...
Téléphone & Email..……...……..……..

La Fédération Anarchiste

La Fédération Anarchiste est un regroupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est à dire la libre association) qui garantit aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos "principes de base" (que vous trouverez dans cette brochure). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel, nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie donc pas de chef chez nous ! C'est à tous/te.s les militant.e.s qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, la participation effective des militant.e.s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : Le Monde Libertaire hebdomadaire, Radio Libertaire, seulement en région parisienne pour le moment et dans le monde sur internet, et la librairie Publico à Paris également. En dehors de ces oeuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leurs propres activités au niveau local.

Le fonctionnement de la Fédération

Un comité de coordination se réunit chaque mois dans le but de faire connaître les informations, les suggestions, les propositions pouvant émaner d'un groupe ou d'un individu, sans autre droit, pour ceux et celles qui le composent, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations.

Le comité de coordination est aussi l'espace où les secrétaires mandaté-e-s en congrès présentent les projets touchant à leur domaine de compétence. De même, ils (elles) doivent y rendre compte de leurs actions passées.

Le comité de coordination apparaît ainsi comme l'espace essentiel permettant aux militants de l'organisation de « contrôler » les projets et les actions des mandaté-e-s.

Un certain nombre de secrétariats ont pour rôle d'assurer le bon fonctionnement de la Fédération et de ses oeuvres.

Ces secrétaires n'ont pas de pouvoir politique, ils ou elles sont mandatés pour l'exécution de mandats précis et en sont responsables individuellement devant le congrès, instance souveraine de la Fédération. Un secrétaire général est chargé d'assurer la tenue régulière du comité de coordination (Comité de Relation) entre les secrétaires aux Relations Intérieures, aux Relations Extérieures, aux Relations Internationales, à la Trésorerie Fédérale ainsi que ceux qui ont la charge de la radio, des archives et éditions de la F.A. ; les

administrateurs et les membres du Comité de Rédaction du Monde Libertaire en sont aussi partie prenante.

Le Monde Libertaire et la librairie fédérale sont gérés par des administrateurs nommés par le congrès. Un comité de rédaction est chargé de l'élaboration du journal, il est lui aussi composé de membres mandaté-e-s par le congrès. Un bulletin intérieur sert de lien "horizontal" et d'outil de débat interne. Il existe également une « liste » d'échanges d'informations et de discussions sur internet.

Le congrès se tient chaque année, c'est lui qui décide des campagnes à mener, des prises de positions publiques et des axes d'action pour l'année à venir. C'est lui qui nomme tous les secrétaires et autres responsables fédéraux. Le mode de décision en vigueur est celui de l'unanimité ce qui implique des débats menés jusqu'à leur terme pour déboucher sur un accord. En application des principes du fédéralisme libertaire et du rejet du principe démocratique, des individus ou groupes peuvent se « mettre à l'écart » d'une décision et laisser un autre groupe, qu'il soit majoritaire ou minoritaire, mener une action au nom de la fédération.

La question n'est pas d'arriver à un fonctionnement à l'unanimité mais de permettre des expressions divergentes afin de donner aux individus et groupes les possibilités d'expérimenter leurs projets.

La F.A. n'a aucune prétention à être une avant-garde éclairée, cette vision de la politique étant contraire à nos principes. La F.A. n'a pas non plus la prétention de représenter l'intégralité du mouvement anarchiste, mais, étant cependant synthésiste, elle est ouverte à toutes les tendances du mouvement.

La F.A. ne prétend pas se mettre à la tête des luttes sociales, mais la participation à ces luttes est nécessaire car sans elles il n'y aura pas d'émancipation possible. Les militants anarchistes se battent pour l'auto-détermination, l'auto-organisation des luttes par ceux qui les mènent. Ils luttent aussi contre toutes les formes de récupération politicienne. La F.A. est un ensemble de militants se regroupant pour développer des activités spécifiquement anarchistes, de la manière la plus efficace et la plus constructive possible.

Les buts de la F.A.

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre.

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les

dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité toute entière.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni Etats, sans patries ni frontières dont les buts sont les suivants :

L'émancipation des individus, leur libération en tant qu'êtres autonomes, libres de leurs choix, lucides, critiques et responsables ;

L'égalité sociale, économique et politique de tous les individus (quelque soit l'âge, le sexe, la couleur,...) dont les conséquences sont la fin des classes sociales, des divisions entre les "normaux" et les "déviants" ;

La liberté de création, seule garantie réelle contre l'uniformisation, telle qu'on peut l'observer dans nos sociétés de consommation de masse infantilisante;

La justice, qui découle de l'égalité et de la liberté, ces trois principes étant incompatibles avec l'existence d'institutions répressives tant judiciaires que policières ou militaires ; une organisation sociale plus juste doit supprimer la plus grande partie de la délinquance, les crimes restant devant être traités par la prévention et la conciliation ;

L'éducation libertaire et permanente, permettant cet épanouissement le plus complet possible de l'individu et non son adaptation soumise au système productiviste d'aujourd'hui ; la condition en est l'égalité, dès la naissance, des moyens de développement, c'est à dire d'éducation et d'instruction, dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts ;

L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs, le fédéralisme libertaire, la démocratie directe, non pas électorale et parlementaire mais communale et fédéraliste : pas de mandat en blanc, la coordination des affaires sociales par des délégués élus pour des mandats précis et révocables à tout moment ;

Une économie tournée vers la satisfaction des besoins et non vers le profit, c'est la consommation qui doit orienter la production et non l'inverse ;

La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution en excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres ;

L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques ou autres qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme ; le salariat est le processus par lequel les détenteurs des moyens de production et de consommation indemnisent ceux qui n'ont que leur force de travail à louer, l'abolir c'est casser ce rapport exploiteurs/exploités ;

Le partage égalitaire des tâches d'intérêt général, l'absence des divisions entre manuels et intellectuels ou entre éboueurs et "jeunes cadres dynamiques"

La décroissance et l'écologie non seulement pour préserver notre environnement mais pour promouvoir un développement de l'humanité basé sur la qualité de la vie

La libre union des individus ou des populations selon leur convenances ou leurs affinités ;

La liberté d'expression, c'est à dire le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions, par oral, par écrit ou à travers tout autre média.

La libre circulation des individus, l'abolition des frontières, avec l'instauration d'une nouvelle citoyenneté : le fait de s'installer, de vivre dans une commune donnant droit à l'entière participation aux prises de décisions concernant l'ensemble de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération Anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social basé sur l'entraide, la solidarité, fondé sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'Idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Pour en savoir plus, pour mieux nous connaître

La librairie PUBLICO au 145, rue Amelot 75011 PARIS, vous propose le plus grand choix d'ouvrages sur et autour de l'anarchisme, ainsi que de nombreux journaux, revues et disques. Un catalogue peut vous être envoyé sur simple demande.

En province, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme se trouve dans les librairies …

L'insoumise, 128 rue St Hilaire, 76000 Rouen.
La Commune, 9 rue Malakoff, 35000 Rennes
L'autodidacte, 5 rue Marulaz, 25000 Besançon.
Et à la bibliothèque « La Rue », 10 rue Robert Planquette, 75018 Paris

Le Monde Libertaire Hebdo : Organe de la Fédération Anarchiste est en vente tous les jeudi dans les gares et les principaux kiosques.

Radio Libertaire 89.4 Mhz est la Voix sans maître et sans publicité de la Fédération Anarchiste. Elle émet depuis 25 ans, 24h sur 24h, en région parisienne (Tél : 01 43 71 89 40)

Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures à
Fédération Anarchiste, 145, rue Amelot 75011 PARIS

Le Monde Libertaire

Historique

Le Libertaire, première version, est créé, en 1858 aux États-Unis, par Joseph Déjacque, écrivain et journaliste réfugié aux États-Unis, après le coup d'État, du 2 décembre 1851, de Napoléon le Petit. Il paraît jusqu'en 1861.

Le 16 novembre 1895, Sébastien Faure et Louise Michel reprennent la parution en France jusqu'en 1899 où l'hebdomadaire est remplacé par un quotidien : Le Journal du peuple. Celui-ci, qui se consacrera surtout à l'affaire Dreyfus et au procès de Rennes, paraîtra jusqu'en décembre (299 numéros). À partir d'août de la même année, Le Libertaire " illustré " paraît hebdomadairement comme supplément au quotidien. Il continuera sa vie, à l'arrêt de ce dernier, jusqu'en août 1914 où ses positions antimilitaristes l'obligent à cesser sa parution, après 960 numéros.

Reprise en 1919 et sans interruption jusqu'en 1939, la parution doit s'arrêter avec la guerre. Elle sera, de décembre 1923 à mars 1925, une nouvelle fois quotidienne pour 479 numéros.

Le 21 décembre 1944, Le Libertaire reparaît d'abord suivant une parution irrégulière puis bimensuelle due aux restrictions de papier. Il reprend sa forme hebdomadaire à partir d'avril 1946.

En 1954, suite à une crise organisationnelle, le journal change de titre et devient Le Monde libertaire. La crise a été dure et il devient mensuel. Depuis 1945, collaborent alors Brassens - qui sera l'un des premiers permanents du journal -, Ferré, Breton, Camus.

En 1977, Le Monde libertaire redevient hebdomadaire, il l'est toujours et sûrement pour longtemps encore.

Fin décembre 2003, le ML change de format et passe à 24 pages couleurs. Cela donne une nouvelle impulsion au journal et à l'organisation.

Ceux qui souhaiteraient connaître en détail l'histoire du Monde libertaire peuvent se procurer la brochure du groupe de Fresne-Antony de la F.A., Volonté anarchiste, n° 25 ; Histoire du journal de l'organisation des anarchistes, par Maurice JOYEUX.

Organisation

LE COMITÉ DE RÉDACTION

Il est composé de militant(e)s nommés et révocables par le congrès de la F.A ; il a pour tâche d'assurer la rédaction et la mise ne forme technique du M.L. En cours de mandat, il peut coopter, à l'unanimité un ou plusieurs camarades en cas de défection d'un ou plusieurs de ses membres.

Tous les articles soumis à son appréciation, sauf opposition de principe, motivée, de l'un des membres, sont publiés.

Un article refusé est renvoyé à son auteur avec les raisons du refus (phrases extraites de la brochure : Les Principes de bases de la Fédération anarchiste).

L'ADMINISTRATION

Elle est composée de :

Un directeur de publication, responsable, juridiquement des écrits que celui-ci contient. Il se rend, par exemple, aux convocations de la police quand nous sommes poursuivis pour des collages d'affiches où figure le nom de notre hebdomadaire. Il n'a aucun pouvoir d'intervention sur le contenu, la forme ou la dynamique du journal.

Un administrateur, nommé par le congrès, et responsable individuellement devant celui-ci. Il peut s'entourer pour l'aider d'un ou plusieurs militants. Il doit veiller à la parution régulière du journal en gérant les problèmes d'imprimeur, de distributeurs, d'abonnements, de ventes à la criée et aussi les problèmes financiers. Il participe au Comité de relation comme tous les autres mandatés.

Pour que le M.L. fonctionne correctement, il est évident que Comité de rédaction, permanent technique, administration doivent travailler en bonne intelligence et collaborer étroitement. C'est la condition nécessaire à la création d'une dynamique autour du journal et à son développement.

Retrouvez chaque Jeudi en kiosque le Monde Libertaire, organe de la Fédération Anarchiste.

… et sur le web… http://www.cybertaria.net/ml/ et http://www.federation-anarchiste.org/ml/index.html

le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

de la révolte à la réflexion,
de la réflexion à la révolution

CHAQUE JEUDI lisez

le monde libertaire

hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT 75011 PARIS

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Radio Libertaire

Historique

Radio libertaire ne se raconte pas… et ne se la raconte pas !

C'est le congrès de la Fédération anarchiste qui, en mai 1981, signa l'acte de naissance de Radio libertaire. Après de longs et contradictoires débats, ce congrès acceptait, à l'unanimité, l'idée du lancement d'une radio qui soit l'organe de la FA. Cette radio n'avait alors pas encore de nom, pas d'indicatif, pas vraiment un projet, pas d'animateurs, et pour son lancement un budget de (vous lisez bien)… 15 000 F ! Pas un congressiste, à cet instant, n'aurait pu prédire la suite des événements, si ce n'est qu'à la rentrée, l'anarchie serait à nouveau sur les ondes. Comme en 1921, lorsque les insurgés de Kronstadt lancèrent des messages radio ; comme en 1936, en Espagne, avec Radio CNT-FAI, ou encore lors de la participation d'anarchistes au mouvement des radios libres, en France à la fin des années 70, avec notamment Radio-Trottoir (à Toulon) et Radio-Alarme, dont les animateurs étaient des membres de la Fédération anarchiste.

C'est le 1er septembre 1981, à 18 h, dans une cave humide de la butte Montmartre que l'aventure radiophonique commença. Et de façon fort rudimentaire, dans des conditions défiant les lois de la radio : un studio de 12 m2, avec un bric-à-brac de matériel de récupération, une mini-équipe de six personnes. Premiers appels d'auditeurs, premières cartes d'auditeurs… et premiers brouillages ! Pendant ce temps, nombre d'ex-pionniers de la radio libre installaient des studios très performants pour se lancer à la conquête du futur gâteau que représentait la bande FM. L'esprit des radios libres commençait déjà à agoniser, victime de l'appétit financier de certains responsables d'ex-radios pirates. Les socialistes mettaient, en août 1983, une terme à "l'anarchie des ondes " en saisissant de nombreux émetteurs, dont celui de Radio libertaire. Le 28 août, à 5 h 40, les CRS se présentaient devant les locaux de Radio libertaire. Ils défoncèrent la porte, saisirent le matériel. Les animateurs furent frappés et interpellés, le câble d'antenne et le pylône sectionnés. Ni la porte blindée, ni les nombreux auditeurs présents, ne purent empêcher la saisie de notre radio. Les socialistes, alors au pouvoir avec leurs alliés du PCF, n'avaient certainement pas mesuré à sa juste valeur notre détermination, et encore moins la solidarité que nous témoignaient des milliers d'auditeurs depuis deux ans. Deux ans durant lesquels s'étaient construits, jour après jour, des liens amicaux et solides entre Radio libertaire et son auditoire. La riposte fut immédiate. Et impressionnante. Son aspect le plus important se traduisit, le 3 septembre 1983, par une manifestation de 5 000 personnes et la réémission de Radio libertaire. Les moments intenses et chaleureux furent si nombreux, les rebondissements si

fréquents qu'il est impossible d'en rendre compte dans un article : les galas, les brouillages des "radios-fric", les démêlés avec le pouvoir, l'obtention de la dérogation, les manifestations… on pourrait dresser, à travers ces événements, la chronologie des dates importantes de l'histoire de Radio libertaire.

Le plus important, en réalité, ne peut vraiment s'écrire.

C'est l'histoire quotidienne et collective de Radio libertaire, dont nous détenons tous, auditeurs et animateurs, des parcelles. Ce sont ces dizaines de milliers d'heures d'antenne, de communications téléphoniques, qui suscitèrent courriers, échanges et rencontres. Radio libertaire s'est construite avec le temps. Chacun y amena sa pierre : sa voix, son savoir, sa compétence, son énergie. Radio libertaire, c'est aussi cet auditeur qui amène un micro (" Ça peut vous servir. ") ; cet autre qui laisse sa carte de visite (" Je suis électricien, si vous avez besoin… ") ; cette retraitée (" Je suis malade, et vous savez ma retraite est maigre… mais passez manger un jour. ") ; ce non-voyant qui, grâce aux petites annonces d'entraide, réussit à partir faire du tandem à la campagne avec une jeune fille… et ramène des fleurs au siège de la radio ; ce sont toutes ces lettres qui arrivent au 145, rue Amelot pour soutenir, poser une question, encourager, suggérer, informer, critiquer. Ce sont, lorsque s'expriment une revue, une association, un individu, un syndicat, la Fédération anarchiste, ces téléphones qu'on s'échange, ces rendez-vous qu'on se fixe, ces réseaux qui se créent et se renforcent. L'identité culturelle de la station s'est construite avec le temps.

Les premiers animateurs amenèrent leurs disques au studio et firent connaître à des milliers de personnes des artistes comme Debronckart, Fanon, Servat, Gribouille, Jonas, Utgé-Royo, Aurenche, Capart et beaucoup d'autres. En 1982 arrivait tout naturellement sur nos ondes une autre musique que l'on écoutait dans les squatts, en marge du système : le rock alternatif. Puis d'autres musiques trouvèrent tout aussi naturellement leur place sur Radio libertaire : le jazz, le blues, le folk, les musiques industrielles, le rap, le reggae. De toute évidence, d'autres artistes rencontrèrent la radio qui s'ouvrit à de nombreuses formes d'expressions : BD, arts plastiques, théâtre, littérature, cinéma… Radio de la Fédération anarchiste, Radio libertaire a néanmoins ouvert d'abord, et tout de suite, ses micros à ses amis : anarcho-syndicalistes de la CNT ou d'autres syndicats, Libre Pensée, Union pacifiste, les espérantistes, la Ligue des droits de l'Homme. Et là aussi, c'est dans la réalité quotidienne, dans les luttes et les rencontres, que s'est forgée l'ouverture toute naturelle de Radio libertaire envers le mouvement social : travailleurs en grève, chômeurs, mal-logés, squatters, anti-racistes, écolos, réfractaires, exilés, taulards…

Surviennent des crises, et le travail quotidien de Radio libertaire est bouleversé par l'exigence du moment. C'est le mouvement étudiant de 1986, et

Radio libertaire devient la radio du mouvement : reportages dans les rues, tables rondes dans le studio, antenne ouverte pour témoigner des violences policières, agit'prop permanente. Eclate la guerre du Golfe, et Radio libertaire devient la radio des " anti-guerre ", écoutant tous RL, qui, heure par heure, annonçait manifs, meetings, réunions des comités de quartier, tout en proposant débats et analyses. Tout aussi naturellement, c'est dans ces moments chauds que Radio libertaire trouve sa vraie dimension de radio de lutte.

Radio libertaire, c'est aussi mille raisons pour les auditeurs de pester, rager, protester contre les imperfections techniques ou des propos que l'on juge incongrus, provocateurs, trop réformistes ou trop radicaux. Mais c'est surtout, nous l'espérons, des raisons de découvrir le plaisir du débat, de la lutte et des idées libertaires. Des coups de gueule… des coups de cœur… Et c'est tant mieux!

Dans un monde marchand, déshumanisé, spectaculaire, où le capitalisme triomphant écrase les hommes et les femmes, où la pensée, à l'image de l'économie, s'uniformise et se mondialise, Radio libertaire, avec ses forces et faiblesses, ses défauts et qualités, n'apparaît-elle pas pour ce qu'elle est : humaine… tout simplement humaine ?

Laurent Fouillard

Depuis le 2 Avril 2004, Radio Libertaire est planétaire ! Ecoutez la plus Rebelle des Radios en allant sur le site web de la Fédération Anarchiste :

http://www.federation-anarchiste.org

Vous pouvez écouter Radio Libertaire sur le net en direct

http://www.federation-anarchiste.org/rl

A TOUTES LES RADIOS

La liberté a perdu une bataille !
Mais la liberté n'a pas perdu la guerre !

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler devant l'argent, céder aux intérêts les plus bas, livrant l'espace hertzien à la publicité.
Cependant, rien n'est perdu !

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre totale. Dans l'univers social et culturel des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi : le Capital et l'Etat. Il faut que les radios libres, ce jour-là, soient présentes à la victoire. Alors, elles trouveront leur liberté totale et leur grandeur. Tel doit être notre but, notre seul but !

Voilà pourquoi Radio libertaire convie toutes les radios encore libres et leurs auditeurs à s'unir à elle dans l'action, la solidarité et la persévérance.

La Radio libre est en péril de mort.
Luttons tous pour la sauver !

VIVE LA RADIO LIBRE !

Radio Libertaire
RADIO LIBERTAIRE 89.5 MHz
145, rue Amelot, 75011 Paris

Quelques librairies de groupes FA

Librairie PUBLICO (PUblications LIbertaires COopératives)
145, rue Amelot
75011 - PARIS
Téléphone : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
librairie-publico@wanadoo.fr
Ouvert du lundi au vendredi de 14H à 19H30 et le samedi de 10H à 19H30.

La librairie PUBLICO privilégie la mise en présentation de livres à caractère libertaire ou écrits par des libertaires.

Elle présente le plus grand choix de livres et brochures sur l'anarchisme, la guerre d'Espagne, la Commune, la Révolution Russe.

Autres rayons : Féminisme, anti-religion, syndicalisme, Marxisme Ultra-gauche, internationalisme, littérature, littérature prolétarienne, Sociologie, Psychologie, Ethnologie, Philosophie, etc...

Il y a aussi un fort rayon de CD "chansons françaises" et un rayon de vidéos.

La librairie PUBLICO se veut aussi le lieu où l'on peut trouver l'ensemble de la presse à caractère libertaire.

Un catalogue de "nouveautés" est expédié tous les deux mois.

Librairie L'AUTODIDACTE
5, rue marulaz
25 000 - BESANCON
Tél : 03 81 82 14 94
www.lautodidacte.org
Ouvert le mercredi de 17h à 20h et samedi de 15h à 19h.
Organisation de conférences, projections, concerts, repas de quartier ...
Bibliothèque sur place - lieu de réunion du groupe Proudhon de la Fédération Anarchiste.

"La Commune"
17, rue de Châteaudun
35000 - RENNES
Tél /Rép : 02 99 67 92 87
www.farennes.org
Permanences les mercredi et samedi de 14h à 18h.
Lieu de rencontre, échanges et débats militants.
Buvette, Librairie, Bibliothèque.

Librairie-Bibliothèque "La Plume Noire"

19, rue pierre Blanc
69001 - LYON
laplumenoire@club-internet.fr
Ouvert les mercredi, jeudi, vendredi de 17h à 19 h et le samedi 15h à 19h.
Café Libertaire tous les vendredi de 21h à 1h
Idées Noires émissions des groupes lyonnais de la F.A sur Radio Canut (102.2) à 20 h tous les mercredis

La Bibliothèque "LA RUE"
10, rue Robert Planquette
75018 - PARIS
(Métro Blanche ou Abbesses)
Tél : 01 42 23 32 18
Ouvert le samedi de 15H30 à 18H.

Un samedi par mois, la bibliothèque organise un débat. Chaque mois, venez discuter autour d'un thème, découvrir des livres, rencontrer des écrivain-e-s, artistes, ou militant-e-s anarchistes… et profitez-en pour emprunter ou rendre des livres.

C'est dans la rue que l'on peut changer le monde, mais c'est aussi dans les livres que l'on trouve de quoi se changer soi-même… Le passé (tant par ses expériences réussies que par ses révolutions vaincues ou trahies) éclaire notre compréhension du présent, la lecture des écrivains d'hier et d'aujourd'hui nous aide à construire notre argumentation, les livres nous donnent autant de raisons que d'idées pour démonter tous les systèmes qui nous oppriment et tous les pouvoirs en place. La bibliothèque anarchiste LA RUE a pour ambition de proposer une contre-culture, qui échappe à l'idéologie dominante. On y trouve des livres, des revues, des brochures…sur les anarchistes (leur pensée, leur mouvement, leur vie), l'histoire des luttes sociales et des révolutions, le féminisme, l'écologie… La bibliothèque est aussi un lieu de rencontre, de discussion, de débat : la culture est vivante ou elle n'est pas !

La librairie du Muguet
Athénée Libertaire
7, rue du Muguet
33000 - BORDEAUX
Tél : 05 56 81 01 91
alibrairie@lavache.com
Ouvert les mercredis et samedis de 16h à 20h30
On y trouve : Journaux, revues, livres, CD, T-shirts, films.

Cette librairie est associative et militante. Ouverte grâce à la participation d'associations (Rastaquouère, les potagers natures et l'Athénée Libertaire) et

d'individuEs, l'objectif est de diffuser des productions émanant du milieu alternatif et radical mais aussi d 'organiser des débats, des expositions, des projections et des concerts afin de promouvoir les idées anti-autoritaires.

La librairie L'Insoumise
128 rue saint Hilaire
76205 Rouen
E-mail : farouen@no-log.org
Site Web : http://federation-anarchiste.org/fa/rubrique.php3?id_rubrique=86
ouverture :
Le mercredi de 16h00 à 18h00
Le vendredi de 17h00 à 19h00
Le samedi de 11h00 à 18h00
Un groupe jeune anarchiste s'est créé à Rouen : le groupe Soleil Noir.
Vous pouvez les rencontrer chaque premier Samedi du mois à la librairie à 15h00
Pour tout contact : Jeunesanarchistes@yahoo.fr

Retrouvez la Fédération Anarchiste sur le Web…
www.federation-anarchiste.org et les sites webs de quelques-uns des groupes fédérés…

groupe de Rouen http://federation-anarchiste.org/fa/rubrique.php3?id_rubrique=84
groupe Nada (Toulon) http://groupenadatoulon.lautre.net
groupe La Sociale (Rennes) www.farennes.org
groupe Ici et Maintenant (Bruxelles) www.ici-et-maintenant.org
groupe de Strasbourg www.fastrasbg.lautre.net
groupe Proudhon (Besançon) www.lautodidacte.org
groupe Gard-Vaucluse www.fa-30-84.org
groupe Marée Noire (Nancy) www.maree-noire.info
groupe de Saint-Brieuc www.fa-souvenance.zaup.org
liaison Ardennes L'en Dehors www.endehors.org
Drapeau Noir du Périgord http://www.dnp.lautre.net/
La Vache Folle http://membres.lycos.fr/vfolle/

L'individu

L'individu est à la base de tout projet anarchiste, c'est donc avec lui que nous commençons.

Bien souvent, on trouve dans certaines villes un.e seul.e copain/copine isolé.e.

Nous envisagerons le cas d'un.e camarade désirant travailler à la propagande et créer un groupe actif. Un.e camarade peut faire le choix de rester adhérent.e à la FA par sympathie et soutien moral et financier sans pour autant avoir une activité intense.

La première chose à faire est évidemment de se renseigner auprès des Relations Intérieures (RI) des éventuel.le.s sympathisant.e.s, contacts, dans la zone géographique où l'on réside. Une fois mis en contact, il est plus facile d'envisager une action à plusieurs.

Il/elle peut aussi demander à l'administrateur du Monde Libertaire (ML) d'envoyer un mot à tous les abonnés de sa région.

Si personne n'est susceptible d'exister dans la ville où l'on est, il faut compter sur ses seules forces et sur les moyens que la Fédération Anarchiste (FA) peut mettre à notre disposition ainsi que sur la solidarité des autres groupes existants, en faisant appel à eux.

Démarrer tout.e seul.e une propagande libertaire demande à être appuyé.e, le Comité de Relations (CR), et plus particulièrement les RI, ainsi que les groupes voisins de la FA sont à même de fournir à l'isolé.e l'appui moral et le soutien dont il/elle a besoin. Ces liens de solidarité doivent être maintenus, entretenus. Il faudra se tenir respectivement au courant des actions entreprises.

Toute action doit être pesée, réfléchie et soigneusement mûrie. Ce qui doit compter en l'occurrence, c'est pour l'individu isolé de faire entendre la voix libertaire et d'entrer en contact avec d'autres personnes qui formeront le plus rapidement possible le groupe anarchiste, entité de base de notre organisation.

Les tâches de l'isolé.e

L'individu isolé peut entreprendre un certain nombre d'actions de propagande qui, dans notre société actuelle, ne peuvent mettre en péril son existence de militant.e.

1.Le tract :

Il est relativement facile, même tout.e seul.e, de réaliser un tract qu'on envoie au groupe le plus proche pour que celui-ci le reproduise à plusieurs centaines ou milliers d'exemplaires. La première notion de solidarité est

justement celle-ci, qui consiste à ce que les groupes forts, bien équipés en matériel, aident les nouveaux venus à s'exprimer.

On peut aussi reprendre les tracts fédéraux sur le net ou sur le site des groupes, photocopier des articles du Monde Libertaire ou distribuer des suppléments gratuits du journal.

Un individu isolé n'est pas obligé de distribuer de la main à la main ses tracts. Il peut arriver qu'il/elle ne puisse, de par sa situation sociale et/ou professionnelle, intervenir de façon aussi marquée. De plus, il y a toujours le risque de provocations ou d'agressions.

Il/elle choisira donc la distribution dans les boîtes aux lettres, en préférant les grands ensembles, les lieux de concentration populaire, en un mot là où il/elle pense rencontrer de l'intérêt pour nos idées.

Que le/la militant.e ne se décourage pas. Ce n'est pas après la première distribution que des sympathisant.e.s se découvriront. Il faudra recommencer l'opération plusieurs fois de suite, avec des tracts différents, sur le même quartier, le même bloc d'immeubles.

On peut également faire des distributions de vieux Monde Libertaire qu'on se procurera à la librairie Publico. Cela a l'avantage de faire connaître le journal.

2.Les relations avec la presse locale :

Une autre apparition locale et publique est celle qui consiste à faire passer dans la presse locale des communiqués traitant de problèmes actuels (nationaux, internationaux et locaux). Si l'on n'a pas de dispositions spéciales pour la rédaction (chose qu'il faudra acquérir), il suffit de reprendre (suivant les besoins) les éditoriaux du Monde Libertaire. Toutefois, il faut éviter de n'écrire que ça, car les journalistes regardent autant notre presse que d'autres, et ils préfèrent bien souvent recevoir une analyse de problèmes locaux ou régionaux.

Par expérience, nous conseillons d'avoir par rapport aux journaux locaux une présence régulière (une fois par mois, par exemple) et systématique, et cela même si les communiqués ne passent pas régulièrement ni en totalité.

Il est recommandé également d'aller voir le rédacteur en chef des journaux pour les premiers communiqués, leur faire don de quelques Monde Libertaire, et leur présenter le journal.

Eviter tous termes injurieux et/ou calomnieux qui amèneraient le droit de réponse, ou bien qui obligeraient le journaliste à censurer le communiqué.

Dans toute chose, c'est la politique de présence qui paye.

3.La vente du journal de la FA à la criée :

Les avis à ce sujet sont partagés. Il est bien certain que c'est là où existent des groupes actifs et présents que le journal est acheté le plus.

Le/la militant.e isolé.e, de par sa condition, peut éprouver des difficultés pour vendre à la criée. Là, encore une fois, nous nous contenterons de conseils généraux, de façon à ce que le/la militant.e ne se trouve pas devant des situations qui pourraient brider l'avenir de sa propagande.

- Vendre dans son entourage immédiat, auprès des camarades de travail, de lycée, de fac…

- Quand on vend à la criée, toujours vendre au même endroit, près de personnes susceptibles de prêter main forte en cas d'intervention de militant.e.s de groupes politiques hostiles (de droite ou de gauche), ou de la police. Sans toutefois coller à l'extrême gauche là où elle se manifeste et existe, on peut considérer que la vente près d'eux peut faire bénéficier le/la militant.e isolé.e d'une certaine " protection ". Il ne faut pas bien sûr s'illusionner sur cette " protection " hypothétique qui dépend des rapports que l'on entretient avec ces organisations, mais nous y reviendrons.

Il est conseillé de vendre le ML lors des manifs. On ne risque rien et on peut rencontrer des personnes intéressées. Il faut penser à faire une demande à l'administrateur ML pour recevoir des numéros en nombre.

4.L'affiche :

La FA, et certains de ses groupes, procèdent durant l'année au tirage d'un certain nombre d'affiches, conformément aux campagnes décidées en congrès ou en Comité de Relation Elargi (CRE), ou selon l'actualité. Le Monde Libertaire publie périodiquement la liste des affiches disponibles, ainsi que leur coût éventuel.

Le/la camarade isolé.e décidé.e à faire entendre la voix de l'anarchisme peut, si il/elle en a le courage, faire un collage seul.e, en prenant ses précautions préalables (ou demander un coup de main au groupe le plus proche de sa localité).

Les autocollants sont aussi plus faciles à coller et marquent une présence anarchiste.

Afin d'éviter tout problème, éviter de coller sur les lieux interdits.

Ne mettre aucun numéro de téléphone ou adresse personnels !

Si vous êtes interpelé-e-s par la police, ne pas dire que vous faites partie de la FA. Expliquez que vous avez trouvé les affiches jolies, que vous les avez trouvées sur le trottoir. Jouez l'idiot.e !

Moins vous en direz, moins on vous en demandera.

Au niveau matériel, rappelons qu'il faut disposer d'un seau, de colle à papiers peints diluée dans de l'eau, et d'une balayette pour effectuer un collage.

Pratiquement : étendre la colle sur le mur choisi à l'aide de la balayette, apposer l'affiche à la main en lissant le papier, puis repasser une couche de colle.

Rapport avec la F.A., ses organismes de coordination, les groupes, et les régions.

D'une manière générale, il est de première importance de se tenir en étroite relation avec les RI de la FA. Il faut également donner régulièrement de ses nouvelles. A plus forte raison quand on entreprend une action. Ceci est d'ailleurs valable pour l'isolé.e comme pour le groupe.

L'abonnement au Bulletin Intérieur (BI) et à la liste électronique interne sont aussi des moyens de se tenir au courant de la vie fédérale.

Pour des raisons économiques et techniques évidentes, il sera inévitable de garder des relations étroites avec le groupe le plus proche ainsi qu'avec l'Union Régionale (UR) là où elle existe, mais sans que l'individu ne se subordonne à ces structures, car il/elle doit déterminer lui/elle-même ses objectifs et ses méthodes d'action. C'est lui/elle qui connaît sa ville, les façons d'agir dans ce milieu donné. Elle/il obtiendra des groupes, des UR et des RI des conseils fraternels, une aide technique.

L'individu souhaitant constituer un groupe peut lancer un appel dans les colonnes du Monde Libertaire.

Dans ce cas, on parle de liaison FA, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un groupe en constitution (à partir de 3 adhérents).

L'individu peut faire le choix de rester en individuel.le mais son champ d'action en sera d'autant réduit.

Nous arrêtons là notre étude concernant le/la militant.e isolé.e. Celle-ci n'est certainement pas complète. Il sera toujours utile de se référer à la partie concernant le groupe. Tout cela se complète et se chevauche bien sûr.

Le groupe

Certain.e.s compagnes/compagnons disent en plaisantant : " Quand on est deux anarchistes, c'est un groupe ! ".

Disons tout de suite qu'un groupe est quelque chose de solidement structuré, organisé et qu'une importante formation théorique et pratique doit s'y développer. La formation d'un groupe doit avoir pour objet la propagande libertaire.

Il est préférable, avant de déclarer un groupe, de bien se connaître les un.e.s les autres, de savoir qui est qui.

Trop de groupes en formation ont eu à subir les assauts des entristes de tout poil, qu'ils soient trotskistes, flics, voire fascistes… Il y a des exemples pour tous ces cas.

Donc, bien se connaître, se voir souvent, discuter avec les nouveaux/nouvelles venu.e.s, ne les intégrer que le jour où l'on est sûr d'elles/eux et que eux/elles-mêmes sont sur de leurs idées, de leurs engagements et de vouloir adhérer au sein de ce groupe et de cette organisation. Et surtout ne pas négliger la formation théorique.

Puis vient le travail de propagande réalisé par des militant.e.s complets/complètes, qui ne sont ni de la main d'œuvre, ni des beaux/belles parleurs/parleuses, mais des individus qui pourront analyser une situation, savoir défendre leurs idées et parallèlement coller leurs affiches, diffuser presse et brochures, savoir se servir d'un traitement de texte, etc.

Le travail du groupe

Il s'agit des tâches que peut accomplir un individu isolé, et donc à plus fortes raisons réalisables par un groupe. Celui-ci devra donc élaborer tracts,

affiches, distribuer, coller, vendre le Monde Libertaire, écrire aux journaux locaux, etc.

La plupart des groupes diffusent une feuille d'information et d'analyse libertaire dont la régularité varie. Cela permet de se faire connaître, d'entretenir un réseau de sympathies et de discuter collectivement de problèmes de société.

Souvent les groupes animent une émission de radio sur une radio associative.

Certains éditent des brochures, des disques,… Toute activité concourrant au développement de nos idées.

Les conseils valables pour l'individu isolé le sont bien sûr pour le groupe. Pour ces tâches, l'acquisition de matériel deviendra vite indispensable : ordinateur avec les logiciels adéquats, une imprimante, voire un photocopieur ou un duplicopieur, suivant les moyens du groupe.

Qui dit matériel, dit local pour l'entreposer.

Si au départ le groupe peut se contenter d'une cave, d'une salle à manger ou de l'appartement d'un camarade, rapidement se posera le problème d'un lieu de réunion de permanence pour les militants. Là, pas de conseil, à chacun de voir sur place au moins onéreux, au plus pratique. Un groupe qui a son local a une vie intérieure et une dynamique de qualité. Il faut y penser.

Doit-on dire que le local dans les premiers temps sera peu repéré mais que, petit à petit, se posera le problème de la sécurité face aux adversaires politiques. Au groupe de prendre les précautions nécessaires, de désigner un responsable des clés… ne pas laisser le local ouvert à n'importe qui…

Nous connaissons certains groupes qui, par souci de tolérance confient leur local au premier venu, laissant ainsi sans défense un matériel coûteux et difficile à renouveler.

Au démarrage, ne craignez jamais de demander aide matérielle, conseils au groupe le plus proche ou aux RI. En bénéficiant de l'expérience des autres, on avance plus vite.

La cotisation fédérale mensuelle de la FA est plus faible que celle d'un syndicat, car la souplesse du fédéralisme doit permettre une large initiative aux groupes.

L'acquisition du matériel du groupe se fait par ce dernier qui, afin d'éviter l'existence de mécènes, se devra de fixer un minimum de cotisation à chacun, évitant ainsi la panique financière lors d'une action ponctuelle.

L'organisation du groupe

Les groupes constituent l'ossature de la Fédération Anarchiste. Ils sont autonomes et gardent souvent une taille humaine (moins de 20) afin que chacun puisse avoir une place dans le groupe et puisse s'investir pour la répartition des rôles

Dans certaines grosse villes, plusieurs groupes peuvent coexister et se structurer en Union locale (UL).

Un groupe, de quelque importance qu'il soit, doit mandater en son sein un certain nombre de responsables, ceci afin de rendre tout le monde partie prenante des tâches collectives.

Cela va du poste de secrétaire au/à la trésorier/trésorière en passant par la/le responsable du matériel.

Examinons une méthode d'organisation qui nous paraît la plus juste. Chaque année, ou tous les deux ans pour certains postes nécessitant un " apprentissage ", le groupe nomme à l'unanimité :

- Le/la secrétaire : C'est lui/elle. qui est chargé.e des relations avec la FA et ses organismes responsables. Il/elle prépare les invitations aux réunions et les faits parvenir. C'est un peu l'animatrice/animateur qui doit veiller à la bonne tenue de l'ordre du jour, au respect du travail décidé en commun.

- Il/elle conservera les écrits du groupe, les notes des réunions, et les comptes rendus des décisions. Il/elle pourra proposer pour chaque réunion un secrétaire de séance qui prendra les notes des échanges et surtout marquera les décisions prises (et comment si possible : unanimité, synthèse, abstentions, oppositions, accords).

- Le/la secrétaire gérera l'annuaire des contacts avec :

* Les membres du groupe et le moyen de les joindre rapidement (si risque de répression utiliser des codes).

* Les sympathisant.e.s.

* Les partenaires politiques et sociaux locaux et plus larges

* Les médias pour envoyer des communiqués (il sera souhaitable avec le temps de chercher des liens personnalisés avec quelques journalistes, tout en sachant que sauf cas connus, les journalistes ne sont pas des militants et leur objectif est d'avoir des événements à rapporter, mais leur objectif peut parfois nous être utile pour nous faire connaître).

- Le/la secrétaire archivera la circulaire envoyée tous les mois (sauf août en général) et le bulletin intérieur.

- Il/elle aura aussi à suivre le courrier adressé au groupe en suivant la réponse.

- Pour toutes ces tâches, il/elle pourra se faire aider soit d'adjoint.e.s, soit au cas par cas.

- Le/la trésorier/trésorière : Il/elle tient les comptes, encaisse les cotisations, paye les factures. Il/elle fait un budget prévisionnel pour les rentrées et prochains achats. Il/elle paye les cotisations fédérales. Pour cela, il/elle fera des propositions de montant ou de barème des cotisations en fonction des ressources de chacun.e et soumettra ces propositions à l'approbation et au débat du groupe. Il ouvrira le cas échéant un compte pour le groupe, il faudra peut-être pour cela créer une association en fonction de la législation en vigueur. Par habitude et

méfiance de la répression la Fédération Anarchiste et ses groupes n'ont pas d'existence légale à ce jour. Nous créons donc des associations ou coopératives pour gérer nos " œuvres " (journal, librairie, locaux, radios) etc..

- Le/la trésorier/trésorière tiendra donc les comptes, récoltera régulièrement les cotisations (régularité à décider aussi, souvent c'est au mois). Il/elle devra faire des prévisions, des budgets en fonction des besoins avancés par le groupe (lieu de réunion à louer, lieu pour organiser une réunion publique, commandes d'affiches ou d'autocollants, etc.…)

- Il/elle devra trouver des sources de recettes supplémentaires (collectes lors de débats, vente du journal fédéral Le Monde libertaire ou d'une feuille locale éditée par le groupe, organisation de repas ou fête de soutien ou bien apéritifs, etc…).

- Le/la responsable " archive et bibliothèque " : Il est important pour le groupe de posséder une bibliothèque avec les principaux " classiques " du mouvement libertaire. Ce.tte camarade pourra également s'axer sur les problèmes pratiques de la formation militante (organisation de stages, collection de brochures, édition, etc.)

- Il/elle conservera aussi les productions du groupe (tracts, affiches, badges…)

D'autres mandats peuvent paraître nécessaire au fil du temps :

- Le/la responsable matériel chargé.e d'entretenir, de prévoir la révision du matériel du groupe, de faire les listes d'achats. Il/elle peut s'entourer de un.e ou plusieurs camarades suivant l'importance du groupe. Ces camarades doivent connaître à fond l'utilisation du dit matériel. C'est sur elles/eux que repose la réalisation pratique des affiches et tracts.

- Le/la responsable de la propagande : Son rôle serait de dresser la composition de la ville où le groupe milite.

·les quartiers ouvriers et populaires : où, combien ?

·les entreprises les plus importantes (numériquement parlant)

·les syndicats combatifs

·tenue d'un fichier économique et social

Au reste, chaque militant-e- doit connaître sa ville à fond.

- Le/la responsable des relations extérieures : Il/elle suivra de près les journalistes locaux et les divers mouvements politiques sur le plan local. Elle/il sera à même de représenter la position du groupe libertaire dans une action unitaire, après avoir été mandaté.e bien sûr.

Les mandaté.e.s peuvent l'être pour un temps donné ou une mission précise, ils/elles rendent compte de leur mandat à l'occasion des réunions appropriées

Cette organisation peut paraître morcelée. Mais elle est efficace. Cet apparent morcellement ne recommande pas la formation de " spécialistes " qui régleraient chacun.e un problème dans un domaine bien déterminé. Compte tenu du temps que chaque militant.e.- peut donner au mouvement, compte tenu des

dispositions particulières de chaque individu, il devient inévitable d'émietter le travail. Ne perdons pas de vue que chaque fois que les effectifs du groupe le permettront, le/la responsable aura pour l'aider une commission.

Bien entendu, ce schéma d'organisation fait ressortir, nous le notons à plusieurs reprises, le rôle purement pratique de la totalité des fonctions.

Car c'est le GROUPE qui détermine les orientations et l'action au niveau du contenu du tract, de l'affiche, du communiqué de presse. Cela ne peut en aucun cas être un.e seul.e " spécialiste ". A moins que le/la responsable ait un cadre bien précis et de sérieuses indications sur la marche à suivre, sur la conduite à adopter. De toute façon, elle/il devra avoir un mandat limité.

On se rendra vite compte des difficultés à rédiger un texte en commun. Que ce soit pour une affiche, un tract ou un communiqué.

Chaque groupe décidera s'il doit privilégier, à ce niveau, le travail collectif ou la proposition individuelle que le groupe lit, corrige, met au point et adopte.

Il est aussi possible de créer des commissions de deux à quatre personnes sur tel ou tel sujet. Les commissions n'ont qu'un rôle technique, toutes les décisions politiques se prenant lors d'une AG mensuelle (ouverte aux seuls adhérents) et éventuellement, si on est contraint par l'actualité, lors des réunions de " liaison " hebdomadaire (ouverte aux sympathisants, ainsi que les commissions). L'intérêt des commissions est que tout le monde puisse avoir un rôle dans le groupe. L'introduction de ces commissions permet à tou.te.s de réellement s'impliquer dans le groupe selon son temps et aux nouveaux/nouvelles adhérent.e.s de s'insérer plus facilement dans le groupe.

La plupart des groupes ont une existence légale via la création d'une association 1901 qui prennent le nom de Cercle d'Etudes Sociales, Groupe de Réflexion et d'Etudes Sociales, Association Culturelle Libertaire, etc.

Cela permet une reconnaissance légale, la location de salles et l'ouverture d'une boite postale à la Poste de son choix.

Cela constitue aussi d'avoir une adresse publique qui ne soit pas celle d'un ou d'une militant-te.

Le groupe doit se donner une identité, un nom, une désignation.

A la Fédération Anarchiste, l'habitude est de prendre pour nom du groupe le nom d'un.e militant.e anarchiste apprécié.e pour ses idées, ses écrits ou son action militante. Mais comme avec beaucoup d'habitudes à la fédération, certains groupes se choisissent d'autres dénominations. Tel groupe s'appelle, par exemple, groupe Louise Michel, mais il existe aussi le groupe La vache folle. D'autres groupes prennent juste le nom de leur ville.

Les réunions

La fréquence des réunions diffère suivant le travail, le nombre d'adhérent.e.s. Une fois par semaine paraît convenir. On tiendra un compte-rendu, de façon à pouvoir suivre le travail effectué, les carences et y remédier si

nécessaire. Au cours de ces réunions, on détermine les formes de propagande pour la semaine ou les campagnes de longue haleine. Puis on peut passer à ce qu'on appelle le quart d'heure du/de la militant-e- : chaque semaine, un.e camarade traite pendant dix à quinze minutes d'un sujet de son choix, historique, d'actualité ou économique, et dégage une analyse libertaire. Puis le groupe le discute, le complète, le critique. Cette pratique permet la formation de la/du militant.e et lui donne la possibilité d'apprendre à s'exprimer, à développer des idées anarchistes en public.

Il vous faudra au début, vous constituer une personnalité qui vous fera vous reconnaître ou distinguer des autres, celle-ci pourra évoluer avec votre expérience.

Il vous faudra, par exemple, essayer d'implanter votre groupe dans la réalité du lieu où vous allez décider de militer.

Vous devrez rechercher à illustrer le discours anarchiste au travers de ce que subissent les exploité.e.s, les dépossédé.e.s du lieu où vous vivez.

Le groupe pourra élaborer des principes de base ou une charte de fonctionnement rappelant son adhésion aux principes anarchistes et traduisant localement les problèmes qu'il souhaite aborder, ainsi que ses revendications.

Le fédéralisme

Le groupe doit toujours, comme l'individu isolé, être en rapport avec les RI, la trésorerie. Il doit donner de ses nouvelles. Un petit mot expliquant ce que l'on fait ne coûte rien. Il faudra participer à la vie du Bulletin Intérieur (BI), ainsi qu'à celle de la Liste FA sur Internet si le groupe y a accès. Faire part de ses réflexions, de ses analyses au sein du BI, s'y abonner et le faire circuler dans le groupe. On devra écrire des articles pour le Monde Libertaire.

La FA n'agit que si les groupes agissent.

La FA ne vous informera que si vous l'informez.

Le fédéralisme, à l'inverse du centralisme, laisse la plus grande place à l'autonomie et à l'initiative des groupes, mais fédéralisme ne veut pas dire isolement des groupes, c'est au contraire le moyen de trouver le maximum d'efficacité tout en restreignant le moins possible la liberté de chacun.

Les groupes doivent être dynamiques, ambitieux, entreprenants, générateurs d'idées et de pratiques nouvelles. Ce sont eux qui forment le caractère général de la FA.

Les groupes peuvent s'organiser entre eux en Unions régionales (UR), auxquelles peuvent participer aussi les individus isolé.e.s.

Collectifs, cartels d'organisations, actions unitaires

Un groupe anarchiste se doit de ne pas rester isolé sur le front des luttes sociales. Le groupe se devra d'être en relations avec des organisations syndicales, politiques et culturelles.

Mais il faut dire que l'unité a un prix, et pas n'importe lequel ! Celui-ci exige que dans toute action, le groupe reste ce qu'il doit être, c'est à dire un groupe anarchiste avec sa ligne de conduite, ses " mots d'ordre ", ses analyses, sa spécificité.

Pas question, bien sûr, sous prétexte d'unité, de cautionner tel ou tel slogan gauchiste sur l'armée populaire, la participation à la mascarade électorale, ou sur le pouvoir des conseils ouvriers !

Il faudra toujours se faire respecter en tant qu'organisation. S'il le faut, on ne participera pas, et l'on expliquera pourquoi par voie de tract au cours de la manifestation, du meeting.

Ne perdons pas de vue tout de même qu'une unité " tactique " peut être utile par moment, pour savoir combien de monde on peut rassembler par exemple, pour apparaître en tant que groupe anarchiste dans la rue, faire connaître son existence. Dans ce cas, il sera nécessaire de faire adopter des mots d'ordre unitaires assez larges, que l'on puisse accepter. Ou bien alors si l'on est de taille, on débordera la manifestation avec ses propres slogans, mais cela exige déjà une pratique et un groupe fort et solide.

Voilà donc, brossés à grands traits, les divers aspects de la vie militante. Tout cela est naturellement rapide et incomplet. Ce sera à chacun.e de s'inspirer, de corriger, d'inventer et de faire part de ses réflexions, de son expérience.

Annexe technique

Le tract

- Soigner la présentation au maximum. Qu'il soit lisible et pourquoi pas… joli.

- Le tract doit être clair et sans ambiguïtés. Mieux vaut un tract court mais compréhensible qu'un texte long et confus.

- Pour la présentation du tract, plutôt utiliser une double colonnes (au moins pour les A4) afin de ne pas avoir de texte trop long. Insérer une ou des images, dessins, graphiques pour aérer le tract.

- Il peut se composer comme suit :

1° partie : constat d'une situation en quelques formules ;

2° partie : analyse et conséquences de cette situation ;

3° partie : propositions anarchistes positives et constructives concrètes ;

4° partie : une publicité pour le Monde Libertaire.

- Le tract doit être signé soit par le nom du groupe, soit par un pseudo. Il peut être bon de laisser un contact qui ne soit pas un contact personnel.

L'affiche

Les observations sur la composition du tract sont également valables pour l'affiche. Naturellement, l'affiche devra être concise. On pourra accompagner le texte d'un dessin. Ne pas avoir peur de faire joli. Une affiche doit se remarquer.

Réalisation technique

Dans certaines imprimeries, il est possible de récupérer les fins de rouleaux de papier. Ne pas avoir peur dans les premiers temps de confectionner des affiches au feutre et à la peinture à la main levée. Ce sera moins beau, mais l'important dans les débuts est de se faire entendre.

Important :

Si le tract ou l'affiche sont purement locaux, signer du nom du groupe plus que de celui de la Fédération Anarchiste.

Les banderoles :

Trouver un slogan percutant en s'inspirant des unes du ML ou des affiches de la FA

Faire le dessin sur ordinateur (ou le trouver sur Internet par exemple, ou scanner une image existante), l'imprimer sur feuille transparente, utiliser un rétroprojecteur pour projeter le dessin sur la banderole.

Recopier alors les traits aux crayons puis peindre ensuite.

Principes de base de la Fédération Anarchiste

Préambules

Nous, anarchistes, réunis à la Fédération anarchiste, sommes conscients de la nécessité de l'organisation spécifique. Nous propageons nos idées et voulons réaliser une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale, afin que soient détruites les sociétés fondées sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de la distribution, toutes les exploitations, l'ignorance et la misère, ainsi que les rapports d'autorité.

Nos objectifs

Les anarchistes luttent pour une société libre, sans classe ni État, ayant comme buts premiers :

·l'égalité sociale, économique de tous les individus

·la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution, excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres

·l'égalité dès la naissance des moyens de développement, c'est-à-dire d'éducation et d'instruction dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts

·l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs, faite et modifiable selon la volonté de leurs composants

·la libre union des individus selon leurs convenances et leurs affinités

·l'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques et formes d'oppression qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui implique la lutte contre les religions et les mysticismes, même s'ils se cachent sous le manteau de la science, contre le patriotisme et pour la fraternisation de tous les groupes humains, et l'abolition des frontières.

C'est la société entière que nous voulons reconstruire sur une base de respect et d'entraide, non pour un individu, une classe ou un parti, mais pour tous les individus ; la question sociale ne pouvant être résolue définitivement et réellement qu'à l'échelle mondiale.

Notre rôle

L'anarchisme est un objectif de société globale, un idéal, mais aussi les moyens pour y parvenir, ceux-ci étant basés sur les mêmes principes organisationnels et éthiques : fédéralisme libertaire et entraide. En tant qu'individus conscients de leur exploitation, les anarchistes entendent lutter avec tous les exploités contre tous les gouvernements, reconnaissant ainsi l'existence de la lutte des classes dont la finalité doit être l'instauration d'une société anarchiste.

Nous devons faire en sorte que les classes sociales exploitées accèdent à la capacité politique nécessaire à leur émancipation. Ce sont les classes exploitées

qui réaliseront la société anarchiste, car les exploiteurs ne se laisseront jamais déposséder et emploieront toutes leurs forces, même brutales, contre l'émancipation des travailleurs.

La seule propagande des idées étant insuffisante, la participation aux luttes continuelles revendicatives et émancipatrices s'avère nécessaire pour que les individus veuillent toujours plus et mieux, jusqu'à atteindre une situation de rupture qui permettra leur émancipation totale.

Nous devons inciter les travailleurs et l'ensemble des exploités à combattre les médiations qui vont à l'encontre de leurs intérêts de classe, et à opter pour l'action directe (c'est-à-dire pour des actions décidées et menées sans intermédiaire), et sa coordination sur le mode fédéraliste.

Ennemis de tout despotisme, les anarchistes repoussent toutes les théories autoritaires dont celles inspirées du marxisme, du cléricalisme, du monarchisme, du fascisme, du libéralisme bourgeois et de tout autre.

La révolution est nécessairement constituée de phases destructrices des institutions d'oppression et de phases constructives de la société nouvelle. Cette société, nous voulons qu'elle soit gérée par tous et qu'elle s'instaure dès le début sur la base de structures anarchistes.

C'est pourquoi la Fédération anarchiste se doit être un outil adapté pour la révolution, jusqu'a la concrétisation des objectifs précédemment définis.

Engagement militant

La Fédération anarchiste est une organisation regroupant des militants conscients idéologiquement et pratiquement, ayant connaissance des différents aspects de l'anarchisme et de la Fédération anarchiste. Elle est organisée sur le principe du libre fédéralisme conservant aux groupes et individus qui la composent leur autonomie dans le cadre des Principes de Base. C'est à tous les militants qu'il appartient de la faire progresser, car elle ne reconnaît pas en son sein la division dirigeant/exécutant.

La participation effective des militants aux œuvres collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité qui ne nuit pas pour autant au principe de liberté.

Le fédéralisme de la Fédération anarchiste permet le pluralisme des idées et actions compatibles avec ses principes.

Tout ce qui précède ne peut évidemment indiquer que les grandes lignes des buts poursuivis par les anarchistes. Il sera nécessaire, pour les approfondir, de prendre connaissance des écrits anarchistes et de suivre les travaux des groupes.

L'action de la Fédération anarchiste

L'action de la Fédération anarchiste est basée avant tout sur la défense des exploités et sur leurs revendications révolutionnaires ; mais sans que soit perdu

de vue le fait que ce sont à la fois les classes et les positions d'esprit qui s'opposent à l'anarchie.

Cette action est menée sur tous les plans de l'activité humaine, selon les vues et les moyens de chaque tendance.

Pour cette raison, la Fédération anarchiste reconnaît :

·la possibilité et la nécessité de l'existence de toutes les tendances libertaires au sein de l'organisation

·l'autonomie de chaque groupe

·la responsabilité personnelle et non collective

·l'organe du mouvement, le Monde libertaire, ne peut être l'organe d'une seule tendance ; celles-ci ont donc toute possibilité d'éditer des organes particuliers, avec l'assurance que l'organe du mouvement leur accordera toute publicité, ainsi d'ailleurs qu'à toute activité s'exerçant dans le cadre de la culture, de la recherche, de l'action ou de la propagande anarchiste

·la nécessité de relations cordiales, compréhensives, avec les mouvements allant dans le sens anarchiste sur un point particulier

Enfin, lorsqu'une tendance engage une action, dès que cette action n'est pas contraire aux idées de base de l'anarchisme, les autres tendances, si elles ne sont pas d'accord pour participer à cette action, observent à son égard une abstention amicale. La critique de cette action demeure libre après l'évènement.

Les groupes ont la faculté de se donner l'orientation de leur choix : anarcho-syndicalisme, communiste-anarchiste, néo-malthusienne, anarcho-pacifiste…

Ils ont naturellement la possibilité de cumuler toutes ces tendances ou de ne se déclarer d'aucune.

Des régions peuvent être formées et ne peuvent être que sur l'initiative des groupes la composant, le Comité des Relations ne pouvant apporter que des suggestions dans ce domaine.

Organisation

Le Comité de relations

Un comité de coordination existe dans le but de faire connaître les informations, suggestions, propositions pouvant émaner d'un individu ou d'un groupe, sans autre droit, pour les camarades composant ce comité, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations.

La seule dérogation à cela peut être constituée par des initiatives touchant l'adhésion à un congrès, cartel, comité (exemples : congrès anarchiste international, Forces libres de la Paix).

Il va de soi que, dans ces divers organismes, le fond même de notre idéologie ne doit pas être remis en cause et que notre présence ne doit viser qu'à des buts précis : opposition à la guerre, efforts pour arracher des militants à la mort, protestations contre une agression contre le peuple…

Comité de relations élargi

Il se réunit sur convocation du Secrétaire général au moins trois fois par an. L'initiative peut venir du Secrétaire général ou d'un comité de relations. L'ordre du jour est élaboré en fonction des demandes des groupes, liaisons, individuels ou commissions. Ces demandes touchent tous les sujets concernant la vie de l'organisation. Le comité de relation élargi est décisionnaire quant à la mise en place des campagnes fédérales. Qu'une campagne soit déclarée en congrès ou par un comité de relation élargi, présentation des travaux doit être faite en comité de relation élargi et / ou dans le bulletin intérieur. »

Secrétaire général

Son rôle est de répartir le courrier et les responsabilités entre les différents membres, de veiller à la bonne entente au sein de ce comité, d'assurer la tenue du congrès selon le vœu du précédent, par des rapports en temps voulu avec les camarades qui en sont chargés.

Secrétaire aux Relations intérieures

Son rôle est d'assurer la correspondance avec les groupes, de les tenir au courant des lettres des sympathisants de leurs régions désireux de se joindre à nous, de diffuser les suggestions intéressantes, qu'elles émanent d'une région, d'un groupe ou d'une individualité, de renseigner le mouvement dans son entier des possibilités d'actions dont il dispose : noms de propagandistes par la parole, leurs sujets de conférence, leur possibilité de déplacement, d'assurer la propagande par des campagnes dont les thèmes peuvent être suggérés par d'autres militants, comme ils peuvent émaner de lui (les groupes en désaccord avec l'efficacité de celle-ci ont toujours la possibilité de ne pas y participer), de développer partout où il le peut la Fédération anarchiste par la création de nouveaux groupes, de présenter le bilan, lors de chaque congrès, de la progression, de la stagnation ou du recul de notre organisation en raison des rapports des groupes.

Le secrétaire aux RI, lors de la constitution d'un groupe, prendra un contact direct avec celui-ci, soit en l'établissant lui-même, soit en déléguant, pour le représenter et lui en rendre compte, un camarade connu, habitant un lieu géographique proche du nouveau groupe.

Ces contacts, outre leur caractère humain, constitueront par le dialogue engagé une mesure de probité intellectuelle, tant de la part du groupe postulant vis-à-vis de la Fédération anarchiste, que de la Fédération anarchiste vis-à-vis du groupe postulant.

Secrétaire aux Relations extérieures

Son rôle est d'assurer des contacts amicaux avec des groupements parallèles, sympathisants ou même simplement indépendants, faire connaître dans leur sein notre mouvement, notre journal, en un mot, nous montrer à eux sous notre vrai

jour, d'envisager des actions communes avec eux sur des objectifs précis à la faveur de cartels, d'organismes de liaison ou simplement de campagnes sans lendemain. Un tel effort peut nous permettre la diffusion de notre presse à leurs manifestations, l'apposition de nos affiches dans leurs locaux, la reproduction de nos communiqués et de nos articles dans leurs journaux, voire notre participation à leurs meetings. Il va sans dire que de tels résultats ne peuvent être obtenus sans réciprocité.

Secrétaire aux Relations internationales

Ses contacts s'exercent avec les organisations anarchistes de langues étrangères. Il se tient en rapport avec elles pour tout ce qui concerne les événements mondiaux et les actions des anarchistes, et se documente sur la mesure dans laquelle ils ont pu les inspirer et les impulser. Il renseigne les camarades de tous les pays sur le climat et l'activité des anarchistes dans le monde. Il permet également d'apporter des informations correctives à celles que donne la presse officielle. Enfin, il peut alimenter la rubrique internationale de notre journal, le Monde libertaire.

Secrétaire à la trésorerie

Le trésorier perçoit directement des groupes ou individualités appartenant à la Fédération anarchiste une cotisation annuelle minimum (somme fixée volontairement peu élevée pour permettre à tous d'y souscrire et généralement la dépasser).

Dans le respect de l'autonomie des groupes, le trésorier n'a pas à connaître les noms et adresses des adhérents de chaque groupe, mais simplement leur nombre, confiance étant faite au trésorier du groupe qui le déclare.

Le trésorier tient au courant le secrétaire du Bulletin intérieur de la liste des adhérents (groupes ou individualités) à qui adresser ledit bulletin (réservé aux seuls membres de la Fédération anarchiste). La trésorerie permet d'assurer les frais de correspondance, les frais de déplacements des membres du comité au congrès, l'adhésion à des cartels, d'aider éventuellement à la sortie d'une affiche, à la propagation d'une campagne ou au soutien de notre journal.

Administration

Les administrateurs sont nommés par le congrès. Leur rôle est de veiller à la parution régulière du journal et à la bonne marche des œuvres du mouvement : Monde libertaire, librairie, etc…

Comme tous les autres responsables nommés par le congrès, ils peuvent s'entourer, pour les aider dans leur tâche, d'un ou plusieurs militants appointés ou non.

Comité de rédaction

Le Comité de rédaction a pour fonction d'assurer la rédaction régulière du Monde libertaire. Tous les articles soumis à son appréciation, sauf opposition de principe motivée de l'un de ses membres, sont publiés.

Un article refusé est renvoyé à son auteur avec les raisons du refus.

Nommés et révocables par le congrès, les membres du Comité de rédaction peuvent coopter en cours de mandat, à l'unanimité, un ou plusieurs camarades en cas de défection d'un ou plusieurs de ses membres.

Radio libertaire

Le secrétariat de Radio libertaire participe comme les autres secrétariats au Comité de relations.

Quatre postes sont établis pour assurer le bon fonctionnement de la station :

secrétaire à la programmation : il est responsable de la grille, de l'agencement des programmes, de leur parution dans le Monde libertaire et de la qualité des émissions. Il se tient en relation avec les différents secrétariats de la Fédération anarchiste pour assurer le passage des informations et des communiqués sur Radio libertaire

secrétaire aux finances : il est chargé de gérer le budget de la radio et de veiller à l'autofinancement de Radio libertaire

secrétaire à la technique et à l'entretien : il est responsable de la maintenance du matériel et du studio, présente des prévisions d'investissement au secrétaire aux finances

secrétaire de l'association : il s'occupe du fonctionnement de l'association "Diffusion des moyens de communication", garante de Radio libertaire au niveau légal.

Secrétaire à l'Histoire et aux archives

Sa fonction est de rassembler, d'archiver différents documents (affiches, brochures, tracts, livres, etc.) ayant trait au mouvement anarchiste en général et à la Fédération anarchiste en particulier, dans le but de sauvegarder notre mémoire militante. Pour assurer ces fonctions, le secrétaire peut s'entourer de militants.

Fonctionnement du Comité de relations

La lecture de ce qui précède indique assez clairement l'interpénétration des différents postes, et notamment la liaison qui ne peut cesser d'exister entre les secrétaires aux Relations intérieures et aux Relations extérieures, cela en contact avec le secrétaire à la trésorerie, qui règle en fonction de ses possibilités l'envergure et la périodicité des actions à entreprendre.

Ce comité se réunit de façon régulière et sur convocation du secrétaire général.

Chaque secrétaire est responsable de son poste et, par conséquent, est seul à décider des mesures à prendre en ce qui le concerne. Toutefois, il ne peut le faire, tant pour des raisons pratiques que morales, sans en avoir débattu avec tous et sans avoir tenu compte des objections, oppositions qui peuvent lui avoir été apportées. Ainsi, si le travail s'accomplit en équipe, les décisions en dernier ressort sont prises par les ressortissants à chacun des postes, seuls responsables devant le congrès pour ce qui les concerne.

Chaque secrétaire peut s'entourer d'une commission de son choix pour l'aider dans sa tâche et dont il prend l'entière responsabilité.

Le Bulletin intérieur

Le Bulletin intérieur est indépendant du Comité de relations, et pour son contenu, et pour son financement. Le CR ne peut y exercer un droit quelconque de censure ou d'interdit. Il est ouvert à tous sans que joue la moindre censure de la part de ceux qui en ont la charge.

Tous les articles y ont leur place, sauf ceux qui pourraient avoir un caractère de calomnie.

Tout article refusé par le Comité de rédaction du Monde libertaire peut paraître avec cette mention dans le BI. Enfin, le Comité de relations y a recours lui-même pour ses communiqués aux groupes, ses actions, ses rapports d'activité lors de chaque congrès.

Le chapeautage de textes (groupes et individuels) ne doit pas exister dans le BI.

Le groupe gestionnaire du BI doit attendre le numéro suivant pour donner sa position, au même titre que les autres groupes.

Les abonnements au BI

Lorsque le groupe gestionnaire du BI reçoit une demande d'abonnement au BI, il demandera la conformité de l'appartenance à l'organisation du demandeur à la trésorerie. Les mêmes contrôles s'effectueront pour les adhésions au travers du groupe, afin que les groupes ne reçoivent pas un nombre supérieur de BI au nombre d'adhérents, plus un pour les archives. En cas de démissions, la trésorerie informe les gestionnaires des démissions d'individuels ou de groupes. Les secrétaires de groupes signaleront directement les démissions dans leurs groupes pour rectifier le nombre de BI à recevoir.

La parution du BI sera mensuelle (sauf s'il n'y a pas d'articles).

Sauf impossibilité, son siège est fixé en province, tant pour décongestionner la capitale que pour permettre à cet organe une parfaite autonomie.

En cas de défaillance du groupe responsable, le Secrétaire général peut en confier provisoirement la tâche à un autre groupe.

Le congrès

Le congrès, ouvert aux seuls membres de la Fédération anarchiste (sauf invitation du Comité de relations), organisé par le groupe proposé et désigné par le précédent congrès, en liaison avec le Secrétaire général, a pour objet :

·de faire le point de la situation morale et financière de la Fédération anarchiste et de ses œuvres,

·de débattre des motions, propositions, études, présentées par les groupes, individuels ou organismes de la Fédération anarchiste, et d'en tirer les grandes lignes des campagnes à mener au cours de l'année, ainsi que les décisions nécessaires à la bonne marche de la Fédération.

L'adhésion

L'adhésion à la Fédération anarchiste repose sur deux facteurs :

·l'un matériel : le règlement des cotisations

·l'autre moral : l'acceptation sans réserve des principes énoncés par la présente déclaration.

Leur remise en cause publique constitue par là même le contrat de rupture entre leur auteur et la Fédération anarchiste.

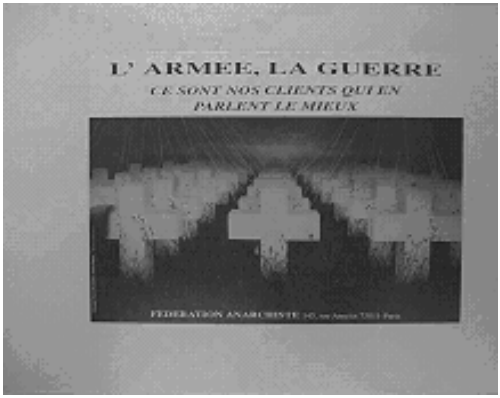
Les principes de base ne peuvent être complétés ou modifiés (après proposition de textes soumis quatre mois avant le congrès) que par l'unanimité de celui-ci, mais sans que puissent être remis en cause nos concepts indiqués dans les préambules : autonomie des groupes et pluralité des tendances.

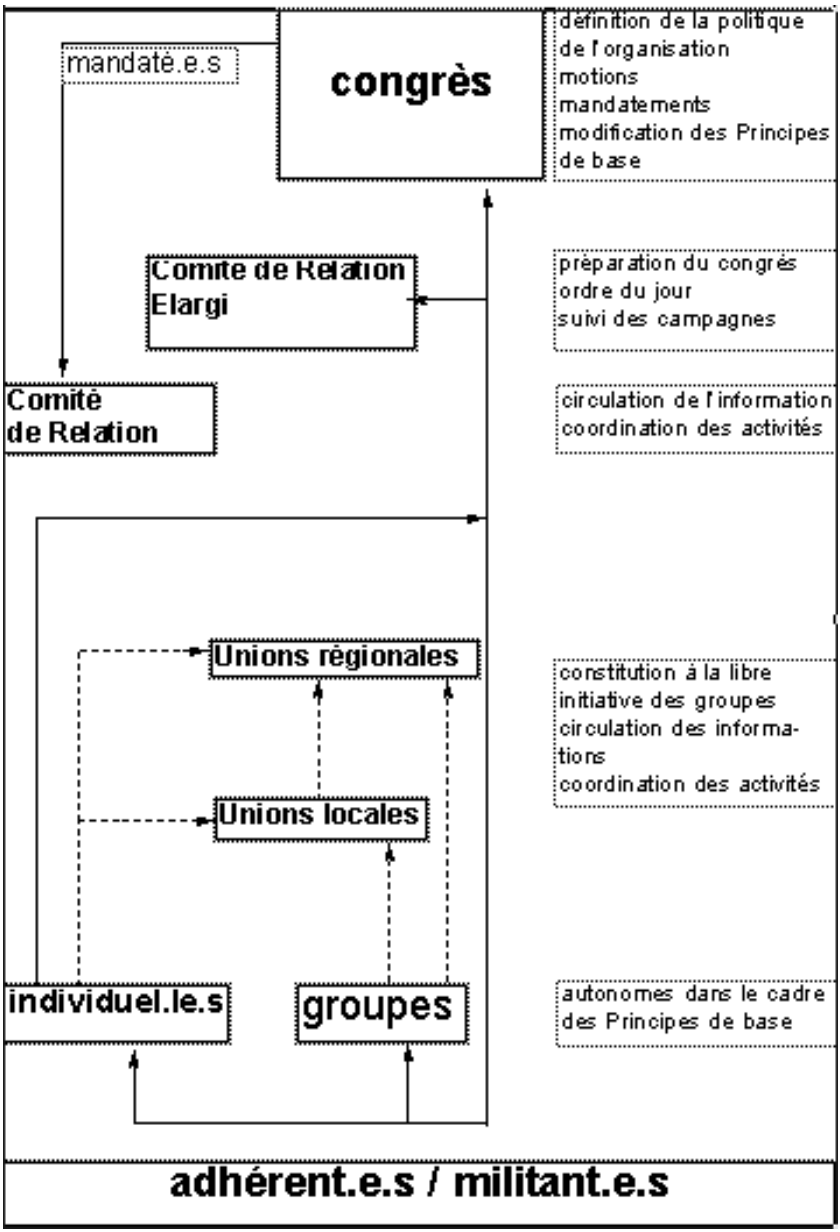
Tout membre de la Fédération anarchiste a le droit et non l'obligation d'adhérer à des organisations culturelles, philosophiques, syndicales, pacifistes, de loisirs de son choix, dans le mesure où ces adhésions sont compatibles avec l'anarchie.

Cependant, toute liberté est laissée sur le plan de l'organisation du groupe de mener avec ces mouvements des actions communes.

Quiconque souscrit à cette déclaration peut adhérer à la Fédération anarchiste, soit par le canal d'un groupe, soit individuellement (en raison de son éloignement de tout groupe ou simplement parce qu'il désire rester isolé).

Fédération anarchiste - 145 rue amelot - 75 011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org




mandaté.e.s
congrès
définition de la politique de l'organisation
motions
mandatements
modification des Principes de base
Comité de Relation Elargi
préparation du congrès
ordre du jour
suivi des campagnes
Comité de Relation
circulation de l'information
coordination des activités
Unions régionales
constitution à la libre initiative des groupes
circulation des informations
coordination des activités
Unions locales
individuel.le.s
groupes
autonomes dans le cadre des Principes de base
adhérent.e.s / militant.e.s

Motions de Congrès

Motions du 54ème Congrès Rennes les 17, 18, 19 mai 1997

Pour notre organisation il s'agit de définir une stratégie politique adaptée d'une part aux principes fondamentaux qui marquent la spécificité et l'ancrage de l'anarchisme et, d'autre part, aux manifestations particulières et aux mécanismes sociétaires :

·perte de confiance vis-à-vis de l'alternative politique,

·montée des exclusions et de la misère : économiques, sociales...,

·chute du " communisme ",

·critique de l'idéologie.

Mais avant tout, nous devons répondre collectivement et de manière unanime, en tant que militant(e)s de l'organisation politique " Fédération anarchiste " [... Et non Fédération " des " anarchiste(s)] à la question : " Est-il nécessaire de mettre en place une quelconque stratégie globale ? " En effet, la stratégie nous renvoie explicitement à la science ou l'art de combiner les forces qui sont les nôtres, forces qui se trouvent impliquées dans la lutte sociale, afin de (les) (nous) mener à des résultats positifs, voire même à la victoire [De quelle victoire peut-il s'agir ? Peut-être celle qui consisterait à aider les individus à se passer des " professionnels " de la politique...]...

La stratégie est donc : action conjuguée, réfléchie et menée collectivement afin de réaliser un but commun défini lui-même collectivement.

La confrontation sociétaire - quelle que soit la nature profonde de cette confrontation - passe par des étapes et des moments qu'il n'est pas bon de subir mais plutôt de maîtriser. La stratégie aide à approcher cette maîtrise nécessaire au cœur de la confrontation. La tactique, les tactiques devrions-nous écrire, représentent la configuration des moyens employés et des différentes propositions faites en vue d'obtenir le maximum d'efficacité et ce, afin d'ancrer totalement notre stratégie dans le réel.

Stratégie et tactique (à un degré moindre) semblent donc répondre plus à une nécessité qu'à un besoin marginal. Sauf à vouloir n'être que des témoins de notre temps, aptes seulement à indiquer à partir de la marge la voie à suivre, nous nous devons de mettre en œuvre les grands axes d'une stratégie anarchiste de transformation de la société.

Appliquons-nous donc à débattre de certains axes stratégiques fondamentaux :

- stratégie anarchiste alternative à l'électoralisme
- stratégie anarchiste de lutte contre le fascisme
- stratégie de développement d'un anarchisme ouvrier

Face à l'électoralisme

Il ne s'agit pas ici de redéfinir les différentes propositions idéologiques, philosophiques et historiques de l'anarchisme en matière d'anti-étatisme, d'antipolitisme, d'anti-électoralisme ou d'antiparlementarisme. Elles représentent notre patrimoine idéologique commun. Elles sont connues de toutes et de tous dans notre organisation et dans les organisations libertaires et les mouvances anti-autoritaires amies. En revanche, il paraît nécessaire d'axer nos efforts d'information vers l'extérieur :

·campagne vers le " grand public ",

·campagne vers les médias d'information (nationalement, régionalement et localement),

·meetings et conférences de presse... intégrant des personnalités qui nous sont proches.

Idéologiquement notre anti-électoralisme doit passer du stade du simple rejet - même explicité - d'un système (acte à connotation négative), au stade de la proposition alternative : développement des initiatives " citoyennes " multiples, diversifiées qui assument officiellement en leur sein ce rejet : " Nous pratiquons cette forme alternative de l'engagement car nous nous refusons à reproduire un acte d'abandon de souveraineté : en l'occurrence voter... "

Voter un peu c'est abdiquer beaucoup !... pourrait s'avérer être un slogan intéressant qui indiquerait que l'individu se réapproprie sa souveraineté et se remet à " bouger " au moment où il abandonne l'acte de voter, acte d'abandon par excellence.

Un second point mérite d'être abordé. La propagande diffusée par la classe politique, toutes tendances confondues à gauche, propagande relayée le plus souvent par les médias, voire même les associations dites " citoyennes ", s'emploie à dénoncer notre abstentionnisme comme étant de nature à favoriser le Front national.

Il n'est nullement question d'abandonner la plus petite parcelle de nos convictions anarchistes en matière d'anti-électoralisme. Il est en revanche nécessaire de répondre à nos détracteurs au moyen d'arguments différents de ceux employés en matière de perte de souveraineté individuelle ou collective.

Il est bon de montrer et de démontrer qu'historiquement, sociologiquement et même culturellement l'électoralisme conduit, par le jeu des alliances et des rapports de force inhérents à ce système, à une impasse : l'avènement à terme du totalitarisme politique. Ajoutons que le fascisme, " les " fascismes, se nourrissent de l'arithmétique politicienne tout en s'appuyant sur les déséquilibres sociaux.

L'alternative sociale tant prônée par les anarchistes et par notre fédération doit trouver un ancrage stratégique fort autour d'un vaste regroupement, à notre initiative, d'individus et de groupes locaux, régionaux et européens qui proposent de nouvelles formes de vie, sociales et culturelles...

Des individus et des groupes qui se regroupent sur la base de revendications intégrant des dimensions de dignité, de solidarité et d'égalité tels que :

·le droit à l'usage d'un logement pour chaque individu,

·le droit de se déplacer sans tracasseries administratives et policières à l'intérieur et à l'extérieur de la C.E.E.,

·la possibilité offerte à chacun de s'informer et de se former tout au long de son existence,

·le respect des droits fondamentaux des êtres humains et... notamment des enfants,

·la possibilité, offerte à chaque individu, de subvenir à ses besoins physiologiques, psychologiques et culturels,

·la possibilité pour chaque individu de se coaliser dans des comités de quartiers, d'usines, de villages, ou dans des lieux culturels.

La fédération de ces comités représente la véritable alternative fonctionnelle à la gestion administrative social-démocrate actuelle.

Notre antifascisme

Notre organisation doit, dans les circonstances actuelles, offrir le cadre d'une perspective antifasciste rupturiste :

·à l'éruption " civique " et populaire qui se développe,

·au retour vers le " politique " paradoxalement méfiant à l'égard des "politiques"...

La stratégie de notre organisation en matière d'antifascisme doit, en tout état de cause :

1..ne pas limiter l'affrontement au seul Front national. Ce parti s'appuie en effet sur des valeurs identitaires, de fierté d'appartenance nationale, sur des valeurs d'ordre et de sécurité, sur des valeurs de hiérarchie et de méritocratie, sur des idées inscrites dans la " culture nationale ". Or, ces valeurs sont assez largement partagées par des individus, groupes et partis au-delà du Front national.

2.ne pas tomber dans la politique de l'amalgame - théorique et idéologique - qui tend à ranger sur un même plan par exemple, le FN et le PS. Le FN n'est ni le jouet, ni la «création» du Parti socialiste (de l'ère mitterrandienne) pas plus que l'épouvantail agité par une droite revancharde...

Aussi devons-nous dénoncer simultanément et de matière différenciée :

- le programme xénophobe et antisocial du parti de l'extrême-droite,
- la politique économique et sociale du gouvernement actuel,
- les perspectives - ou plutôt l'absence de perspectives - du changement sociétaire réel, dans les divers programmes et propositions de la social-démocratie, humaniste ou dite "révolutionnaire".

3.éviter de réduire la lutte antifasciste à la seule lutte anti-capitaliste. Le fascisme recouvre des réalités diverses, des types de société qui peuvent être

différents, même si, fondamentalement, ils reproduisent des fonctionnements similaires au quotidien : notamment l'absence de libertés individuelles et l'absence de respect de la personne humaine...

Nous devons :
combattre le fascisme sur le terrain de l'idéologie et du programme,
affirmer d'autres valeurs,
reconstituer autour de ces valeurs un courant d'opinion large,
mettre en place des pratiques alternatives...

Il ne faut pas reconstituer un Front uni des démocrates contre Le Pen, récurrence dans l'histoire d'une tradition antifasciste qui n'a réussi au mieux qu'à faire reculer les échéances de prises du pouvoir, mais jamais n'a opéré un réel barrage à ce même fascisme, pas même à sa légitimation populaire...

Nous devons proposer la fédération du niveau local jusqu'au niveau européen d'une force antifasciste

1.autour d'une plate-forme définissant des objectifs concrets évitant ainsi l'écueil des collectifs " unitaires " dans lesquels la largesse des idées vaut surtout pour absence d'idées et le flou idéologique gomme toute idée sérieuse de changement...

2.autour de l'affirmation de l'identité libertaire, de nos analyses, de nos pratiques permettant ainsi de développer et renforcer le courant antifasciste libertaire en même temps que de nouveaux lieux et espaces d'intervention,

3.capable de fournir à tout un ensemble de personnes qui rejettent consciemment ou inconsciemment le fascisme, un cadre concret et militant favorisant ce rejet tout en renouant avec le " politique " et l'idée d'action collective, autour de valeurs d'égalité, de solidarité, d'entraide...

4.oeuvrant pour des conquêtes sociales et culturelles qui investissent divers lieux de vie : associations, concerts, circuits indépendants, quartiers, villages, entreprises... Cette reconquête doit passer par un travail à l'intérieur des structures syndicales existantes afin d'y mener le débat et la confrontation des points de vue...

5.susceptible d'éviter la compromission politicienne favorisée par les autres opérations antifascistes déjà existantes ou qui vont se créer à l'approche des échéances électorales à venir...

6.en ne leur prêtant pas plus d'importance qu'à de simples opérations à caractère ou à but politicien,

7.en ne s'associant que de manière conjoncturelle avec ces autres composantes de "l'antifascisme" - ou plutôt anti-lepénisme - afin de sauvegarder à l'intérieur de la lutte sociale des espaces d'intervention, d'information et de lutte radicaux

L'anarchisme ouvrier

Nous avons choisi à dessein ce titre afin de bien établir ce que représente l'intervention anarchiste dans le monde du travail dans un premier temps et dans le mouvement ouvrier dans un second temps.

Le monde du travail est une réalité socio-économique évolutive. En revanche cette réalité reproduit depuis l'origine quelques récurrences susceptibles de retenir toute notre attention :

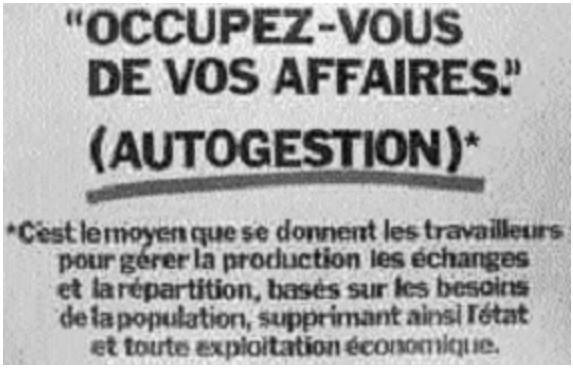
1.le monde du travail regroupe deux mondes qui s'opposent sur la base d'intérêts divergents et irréconciliables : les exploiteurs et les exploités.

2.la lutte qui s'ensuit et qui oppose ces deux mondes peut prendre un caractère révolutionnaire dès lors que la classe des dépossédés se donne comme but le renversement du pouvoir des possédants et la mise en place d'un système débarrassé de toutes références aux notions de propriété, de hiérarchie, d'exploitation et de pouvoir. Le mouvement ouvrier réalise le second objectif et tend à regrouper la classe de celles et ceux qui subissent (à des degrés divers) le salariat, l'humiliation du lien de subordination et de l'exploitation capitaliste. A tous ceux-là il faut ajouter celles et ceux qui, privés de salaires (les exclus du travail), subissent l'exploitation et l'humiliation du capitalisme de manière indirecte et l'humiliation quotidienne de l'Etat, garant de la paix sociale bourgeoise. Le regroupement en syndicats ou bien en collectifs de travailleurs a suscité dans l'histoire (et il en va de même aujourd'hui), l'intérêt des anarchistes quant à la forme de la lutte à mener contre l'exploitation, contre le capitalisme, contre l'aliénation et contre l'Etat.

Le syndicalisme révolutionnaire de la fin du XIXe siècle (jusqu'en 1902), représente l'apport idéologique et pratique de l'anarchisme au mouvement ouvrier révolutionnaire.

Les limites du modèle syndicaliste révolutionnaire sont apparues avec le dévoiement des idées d'origine. " Tout le pouvoir aux syndicats " [La Révolution prolétarienne n° 168 et 169 - février 1934] a même remplacé un temps " Tout le pouvoir au parti " n'offrant ainsi aux travailleurs révolutionnaires qu'une seule perspective : débattre uniquement des rôles respectifs des uns et des autres mais ne permettant aucunement de résoudre la quadrature du cercle : la gestion d'une société communiste libertaire une fois la révolution en marche...

L'expérience historique est là pour nous rappeler, si besoin était, que la lutte contre l'influence anarchiste dans le mouvement ouvrier a profité aux étatistes - social-démocrates de tous ordres - et a été facilité entre 1918 et 1926 [Création par P. Besnard de la C.G.T.-S.R.] - et même ultérieurement - par une fraction d'hommes se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, mais peu enclins à défendre une société communiste libertaire, anarchiste...



Le communisme libertaire, qui s'intéresse aux divers aspects de la vie en société aborde de manière globale la lutte révolutionnaire.

1.Le syndicat peut être l'un des organes de lutte et de gestion dans le secteur de la production.

2.La commune est l'organe de lutte et de gestion dans les secteurs de la distribution, de l'administration, de la culture, etc.

La fédération intelligente et opérationnelle de ces deux entités étroitement imbriquées peut éviter les déviations auxquelles ont abouti la plupart des parenthèses " révolutionnaires " opérées par le haut : Russie, Cuba [Il s'agit de pays ou de régions du monde dans lesquels le système a changé (ça ne concerne pas l'Ukraine de 1917-1921 ou l'Espagne de 1936-37).], Chine, etc.

A partir de ces éléments, la Fédération anarchiste doit développer une stratégie pluri-directionnelle d'investissement du mouvement ouvrier (travailleurs et chômeurs compris).

1.Nous devons favoriser le développement de toutes les expériences :

qui tendent à mettre en avant l'autonomie de réflexion et d'action des salariés,

qui dépassent le cadre de la simple revendication corporatiste ou catégorielle afin d'intégrer celui de l'agencement sociétaire.

2.Nous devons renforcer - quand ils existent -, les syndicats se réclamant expressément de l'anarcho-syndicalisme et rejetant l'électoralisme bourgeois sans aucune réserve, ainsi que l'ensemble des organisations adhérant aux finalités et fonctionnements libertaires.

3.Dans la mesure où le mouvement révolutionnaire ouvrier nous offre des espaces militants de réflexion et de lutte, nous devons les investir individuellement et collectivement en tant que F.A. sans jamais omettre que la révolution sociale recouvre une multitude de remises en cause, dont certaines n'ont aucun lien objectif avec la question de la production.

Les anarchistes ont de ce fait une place centrale dans le combat ouvrier !

Nous devons :

·favoriser l'émergence de tous les aspects de la contestation sociale...

·nous opposer à toute forme de recomposition de l'Etat une fois la révolution sociale entamée...

55e congrès de la Fédération anarchiste

Les 30, 31 mai et 1er juin 1998 s'est tenu à Montpellier le 55 congrès de la Fédération anarchiste. Ce fut l'occasion durant ces trois jours de faire le point sur une année riche en événements et luttes sociales. Au centre des débats se trouvaient la lutte des sans-papiers, la montée des idées fascisantes et un état des lieux du mouvement des chômeurs et de notre investissement dans celui-ci. À cet effet, le congrès reçut les salutations de plusieurs délégués de collectifs de chômeurs du sud de la France. En terme de perspectives, nous nous sommes surtout efforcés, dans un contexte de gauche au pouvoir, de réfléchir au renforcement d'un mouvement social autonome par rapport à toute représentation politique en favorisant essentiellement la pratique de l'action directe. Il fut aussi abordé l'importance de la redéfinition et de la popularisation du projet social libertaire. Enfin, la question de la promotion et de la défense de nos œuvres pris une place dominante dans ce congrès. Il ne faut pas oublier que Radio libertaire comme notre hebdomadaire Le Monde Libertaire subissent des attaques sous la forme de procès.

Ni fascisme ni post-fascisme

Le changement proposé par le Front national n'apporte pas une voie politique et sociétaire nouvelle mais vise à mettre en pratique de vieilles idées déjà éprouvées douloureusement, en particulier en France.

·10 Juillet 1940 : l'assemblée nationale vote les pleins pouvoirs à Pétain (y compris une majorité d'entre les socialistes). C'est le début de la " révolution nationale ", puis " la voie de la collaboration " ;

·avril 1998, les élus du centre et de droite pactisent avec le Front national lors des élections régionales.

Le FN a désormais enraciné son électorat et profite du jeu politicien pour s'ancrer dans les institutions. On peut s'attendre à ce qu'il s'affirme à nouveau à l'occasion des prochaines élections, les européennes, puisque le thème de l'Europe divise la droite comme la gauche.

Aucun parti politique ne peut passer pour un rempart crédible contre la progression du FN. Pas le PS qui est pour beaucoup dans sa médiatisation, se conduisant en pompier pyromane. La préférence nationale ne s'exprime pas seulement à Vitrolles mais aussi dans les lois Chevènement. Pas le PC dont les thèmes nationalistes et autoritaires ont permis le transfert de nombre de ses électeurs vers le parti qui se prétend faussement être aujourd'hui " premier parti ouvrier de France ". Pas non plus les politiciens de droite qui en sont venus à composer puis à pactiser plus ou moins secrètement avec les néo fascistes et n'ont pas rendu ceux-ci plus respectables mais se sont simplement révélés plus malhonnêtes que ne le croyaient les électeurs. Les partis de droite comme de gauche souhaitent en vérité maintenir l'ordre établi.

Lutter contre le FN ne suffit pas. Il faut surtout lutter contre ses idées, ses valeurs et ses pratiques. Celles-ci se diffusent à tous les niveaux de la société, par les discriminations de toutes ordres (chômeurs, immigrés femmes, homosexuels….) ; la banalisation de la xénophobie et de l'antisémitisme, l'exploitation de la délinquance et du chômage dans un discours terrorisant sur " l'insécurité ", liant presque toujours délinquance et immigration. Tout parti politique a maintenant inscrit un chapitre " sécurité " dans son programme.

La fédération anarchiste entend donc s'inscrire non pas dans un " Front républicain " électoraliste mais dans un front des luttes. Les anarchistes appellent à investir toutes les luttes qui sont non seulement sociales mais visent à repousser toute expression de xénophobie, à déconstruire les slogans simplistes, à dénoncer le double langage qui vise à faire passer pour respectable un parti dont les fondements idéologiques sont parmi les pires que l'ont ait connus dans le monde et à déjouer ses tactiques opportunistes.

Motion contre la guerre en ex-Yougoslavie Lorient le 23 mai 1999

La guerre : un crime contre l'humanité !

Depuis deux mois maintenant, l'intervention militaire de l'OTAN n'a fait que renforcer l'épuration ethnique menée par le régime serbe. De plus, les dépenses pharaoniques de la guerre sont autant de richesses gâchées par des pays où les sans-abri sont toujours plus nombreux, où la misère et la précarité sont toujours plus criantes...

Il est bien évident que la guerre ne fait pas simplement des dégâts économiques accompagnés de "dommages collatéraux" mais provoque de véritables drames humains : déportations, exécutions sommaires, viols systématisés, exil. La guerre est une horreur et l'Etat français est aujourd'hui coresponsable de cette honte.

Depuis deux mois, l'OTAN, bras armé du capitalisme mondial s'arroge un droit d'ingérence, réclamé depuis de années par certains intellectuels, en dépit du droit international, lequel est d'ailleurs de toutes façons le droit du plus fort.

L'ingérence humanitaire armée est appliquée non pas en fonction du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ni des idéologies humanitaires, mais bien en fonction des intérêts du capitalisme américain, gendarme du monde. L'arbitraire du choix de l'intervention en ex-Yougoslavie et non ailleurs (Afghanistan, Chine-Tibet, Turquie-Kurdistan...) en est la preuve.

Les anarchistes ont toujours dénoncé le nationalisme comme absurde et générateur de guerre.

Nous condamnons le régime de type fasciste de Milosevic, régime issu de la faillite du communisme d'état, ainsi que la mise en avant d'un système social-

démocrate qui serait la panacée ou l'option d'une alternative nationaliste telle que proposée par l'UCK.
Depuis près de dix ans, le conflit yougoslave s'est nourri de l'exacerbation du nationalisme des peuples des Balkans. Nous constatons une fois de plus les conséquences désastreuses du nationalisme, du militarisme et de la xénophobie.

En opposition, nous proposons le fédéralisme libertaire afin de permettre que les identités s'affirment et s'émancipent, dépassant le cadre des nationalismes et des frontières, à travers la solidarité, l'entraide et l'interculturalité.

La Fédération Anarchiste continue sa lutte contre les marchands d'armes, les militaristes et les nationalistes ici et partout ailleurs.

La Fédération Anarchiste, qui réclame l'ouverture de toutes les frontières afin d'accueillir les populations fuyant la guerre, apporte son soutien aux déserteurs de toutes les armées impliquées dans ce conflit.

Alors qu'on nous appelle à voter pour une construction européenne qui non seulement ne garantit pas la paix en Europe mais participe à la guerre, la Fédération Anarchiste, fidèle à son principe "Agir au lieu d'élire", appelle à manifester contre les armées et les nationalismes.

Motions du 57e congrès Perpignan les 10, 11, 12 Juin 2000

Stratégie fédérale féministe anarchiste

On ne peut que constater l'évolution du mouvement des femmes vers un féminisme institutionnel, lié peu ou prou à l'arrivée de la gauche au pouvoir, lié aussi à l'émergence de meneuses qui ont vu dans cette gauche un salut pour leur combat puis pour leur carrière. Celles-ci se sont appliquées à réduire à la parité politique l'aspiration des femmes à la participation sociale. Le mouvement des femmes, mouvement de société dans son ensemble dans les années 70, connaît aujourd'hui un reflux vers un mouvement féministe élitaire.

C'est dans ce contexte qu'arrive "La Marche Mondiale des femmes de l'an 2000" ; elle nous semble inacceptable, en particulier sur les points suivants

- elle a été élaborée depuis 1998 par une élite de 140 femmes à travers le monde (65 pays),
- son objectif avoué est l'interpellation des instances internationales institutionnelles (ONU, Parlement européen, etc.) afin que celles-ci légifèrent en faveur des femmes
- elle appuie explicitement la campagne du Jubilé 2000
- elle entraîne un nivellement par le bas des différentes revendications.

Le droit à la contraception, à l'avortement et au libre choix sexuel (droit d'être lesbienne, gay, ...) sont conditionnés aux rapports de force dans les différents pays. Si nous nous accordons sans peine à constater, avec les animatrices de la Marche Mondiale, la tragédie de la condition faite aux femmes

dans le monde, l'écueil, que nous relevons, dans cette mobilisation mondiale, est le choix stratégique de refuser de se donner les moyens de faire diffuser le débat le plus largement possible dans la société.

Nous proposons donc :

- de réaffirmer la nécessité de définir des droits qui soient universels et non déclinables en fonction de spécificités géographiques, politiques ou religieuses ;

- de s'engager à lutter contre les actes anti-féministes, lesbophobes et homophobes.

- d'organiser des contre pouvoirs : cela passe par la coordination planétaire des informations ;

- d'inviter partout à l'organisation de débats pour continuer la réflexion et le combat menés autour de la " Contribution aux débats - Réflexion pour une autre démarche pour le droit des femmes " diffusée à l'occasion de la "Marche Mondiale" le 17 juin 2000 à Paris et publiée, entre autre, dans le Hors-série estival de l'année 2000 du Monde Libertaire

- la signature fédérale (FA- Signature Fédérale) pour la " Contribution aux débats - Réflexion pour une autre démarche pour le droit des femmes " éditée à l'occasion de la " Marche mondiale des femmes de l'an 2000 ".

Contre la démolition sociale

Ce n'est pas les gouvernements qu'il faut remplacer

Ce n'est pas le capitalisme qu'il faut " humaniser "

C'est la société qu'il faut changer

Les riches n'ont jamais été aussi riches, les pauvres sont de plus en plus nombreux. Les "violences sociales" dont les médias sont si prompts à parler prennent leur source dans la misère et le manque de perspectives de tout un pan de la jeunesse. Les plans sociaux se succèdent, les " chômeur-e-s " sont transformé-e-s en précaires permanent-e-s. Les patrons cumulent les salaires exorbitants et les bénéfices qu'ils tirent en Bourse de leurs stocks options. Par ailleurs, l'Etat, au service du libéralisme démantèle les services publics (santé, éducation...). Conjointement, l'Etat et les patrons veulent casser toutes luttes de classes en nous invitant à devenir petits actionnaires ou en usant d'artifices (économie solidaire, démocratie participative, emplois-jeunes...). Enfin la production intensive dictée par le profit n'a que faire de notre qualité de vie (marées noires, vaches folles, organismes génétiquement modifiés...)

Contre tous ces mauvais coups, la Fédération Anarchiste appelle à réagir

– Parce qu'au jeu de la Bourse, les salarié-e-s seront toujours perdant-e-s, il nous faut dénoncer toutes les tentatives de mise en oeuvre de collaboration de classes , par le biais de politiques tentant d'allier le Capital et le Travail ;

– Parce que la participation, l'intéressement, l'épargne salariale et les " fonds de pension ", quelles que soient leurs formes ou leurs appellations du

moment, sont des marchés de dupes ; Parce que la réponse sécuritaire de l'Etat à la misère (îlotage, police de proximité, vidéo surveillance, construction de nouvelles prisons) ne doit pas faire oublier que la première violence, celle dont découlent toutes les autres, c'est l'exploitation et l'oppression, qu'elle soit capitaliste, étatique, patriarcale, religieuse...

- Parce que la Loi aubry (la première comme la seconde), dite des 35 h est de la pure arnaque (flexibilité, annualisation, partage de la misère salariale),
- Parce que les cliniques de luxe sont réservées pour les riches et que des millions de pauvres doivent se contenter de la CMU et du RMI ou d'encore moins - et parce que notre santé n'est pas à vendre.
- Parce que l'éducation, aujourd'hui, est un apprentissage de la compétition et de la loi du marché alors que, pour nous, elle doit avoir pour but l'épanouissement des femmes et des hommes.
- Parce qu'il ne peut être question d'accepter la remise en question des droits les plus élémentaires des chômeur-euse-s
- Parce que patron-e-s et salarié-e-s, nous n'aurons jamais les mêmes intérêts et parce que la lutte de classes reste plus que jamais d'actualité !

Les avancées sociales ont toujours été gagnées par les luttes, c'est pourquoi nous ne devons rien attendre de l'Etat et prendre nos affaires en main. Face à l'arrogance du patronat, de ceux et celles qui prétendent vouloir nous gouverner, il s'agit de riposter massivement en développant à la fois des revendications immédiates et un projet sociétaire.

Anarchistes, nous avons des propositions de luttes à construire ensemble :

- Pour une réelle réduction du temps de travail massive et sans concession
- Pour une remise en cause du salariat, des rapports hiérarchiques et des discriminations racistes et sexistes
- Pour une sécurité sociale et un système de retraite par répartition autogéré, égalitaire et solidaire
- Pour défendre et développer des services publics sur la base de la gratuité, de l'égalité, de l'entraide et de la gestion directe, pour leur extension à l'ensemble de la production des biens et des services
- Pour construire et développer un mouvement social au niveau international, seul capable de faire contre-poids à la mondialisation.

Et à terme :

- Une société sans classes et sans Etat.
- L'autogestion généralisée de la production et de la distribution, pour mettre l'économie au service de nos besoins, sur la base de l'égalité économique et sociale

Nous militerons dans les quartiers, les lieux de travail pour organiser une riposte de classes à la hauteur de l'enjeu que constitue le vaste chantier de la DEMOLITION sociale entrepris par le MEDEF en partenariat avec le gouvernement de gauche plurielle.

Motions du 59e congrès Rouen les 18, 19, 20 Mai 2002

Aux libertaires

Aujourd'hui, les idées anarchistes refont surface partout sur la planète, ce qui ne peut que nous réjouir. Pour étendre au plus profond dans la société nos convictions, pour engranger l'avancée de nos idées et de nos pratiques, il est indispensable de mettre en commun nos réflexions et nos expériences. La mise en réseau du mouvement libertaire est le défi de la décennie qui vient. Cette mise en réseau se fera dans le respect de la spécificité de chaque composante du mouvement libertaire. Elle se construira dans les luttes sociales et dans les localités, où les exemples de pratiques communes des libertaires se multiplient déjà.

A tous les niveaux, nous entendons dépasser les conflits qui ont trop longtemps déchiré et affaibli le mouvement libertaire, agir et nous exprimer ensemble chaque fois que cela sera possible, avoir des initiatives communes, bref, aller nettement de l'avant dans la voie d'une réelle coordination des libertaires, en France comme au niveau international. Cette recherche de coordination ne signifie pas une uniformité de pensée ou une fusion organisationnelle. Des différences d'orientation existent entre les courants du mouvement libertaire. Nous ne disons pas qu'il faut taire ces différences, mais au contraire qu'il est temps de les accepter sans qu'elles soient un obstacle aux débats et à l'action. Car les divergences ne doivent pas masquer l'essentiel : aboutir à une société sans Etat, sans classe, basée sur le fédéralisme. De ces échanges pourront naître des idées nouvelles, utiles à l'affirmation d'un combat libertaire contemporain. Les libertaires entendent en effet peser ensemble dans les débats de société. Ils veulent gagner à leurs idées de nombreux nouveaux militants -es- et sympathisants -es-, et évoluer grâce à elles et eux. Contribuant ensemble à l'affirmation d'un projet libertaire de société sans classe. Ils combattront également les honteuses récupérations et les amalgames démagogiques des soi-disant " libéraux-libertaires" ou des " anarcho-capitalistes".

Pour avancer vers cette coordination du mouvement libertaire, nous adoptons une première série de résolutions :

1. Solidarité des libertaires face à la répression.

Alors que le pouvoir tente de criminaliser les mouvements sociaux et que la répression frappe durement de nombreux militants -es-, l'affirmation d'une solidarité est plus que jamais nécessaire. Solidarité réciproque des militants -es- et des courants libertaires. Solidarité des libertaires en direction de toutes et tous les militantes -s- du mouvement social.

2 Mutualisation des informations.

Les composantes s'engagent à se tenir mutuellement et régulièrement au courant des mobilisations auxquelles elles sont amenées à participer. Cet échange d'informations peut prendre également d'autres formes : diffusion réciproque des publications dans les librairies, écho fait dans les journaux respectifs des communiqués…

3. S'exprimer ensemble.

Des interventions communes des libertaires, tant locales qu'à tous les niveaux, sont souhaitables : tracts, affiches, déclarations, cortèges ou pôles communs dans les manifestations... Autant de possibilités à discuter avant chaque initiative, ces expressions communes ne revêtant aucun caractère "obligatoire" ou "exclusif ", elles n'interdisent nullement les expressions et les choix propres à chaque composante.

4. Mener le débat.

Loin de vouloir faire taire l'expression d'opinions différentes et même divergentes entre libertaires, cette motion tend à ce que les composantes s'engagent à se voir et entendent contribuer à de véritables débats, y compris contradictoires au sein du mouvement libertaire, mais menés dans l'esprit d'écoute et de respect mutuel. Les attaques malveillantes, les critiques non étayées, les mises en cause des personnes seront évitées. Et, si de graves différends apparaissaient, les militants -es- impliqués -ées- veilleront à chercher ensemble les meilleures solutions.

5 Conduire et coordonner des actions.

Cette motion, sans prétendre décider de ce que l'avenir permettra de construire, incite l'ensemble des composantes du mouvement libertaire à agir de manière coordonnée contre le système de soumission et de domination aujourd'hui en place. Elle propose ainsi de participer à la construction de forces décisives de transformation sociale reposant sur la solidarité, l'égalité économique et sociale et l'anti-étatisme.

Motion pour un front social anticapitaliste, antifasciste et antipatriarcal

Quels que soient les résultats des échéances électorales passées et à venir, nous constatons que les politiques menées en France et en Europe intensifient les logiques de régression sociale et de répression déjà mises en œuvre par les gouvernements de droite comme de gauche. Cette situation nous conduit à

réaffirmer la nécessité pour le mouvement social de reprendre l'offensive. C'est en ce sens que nous appelons à la création ou au renforcement d'un large Front Social Anticapitaliste seul rempart au fascisme, aux dérives sécuritaires, à la misère sociale et au patriarcat car aucune solution réelle ne sortira des urnes.

Nous envisageons ce front social dans une véritable dynamique de rupture, c'est à dire anticapitaliste, anti-sécuritaire et assurant l'autonomie du mouvement social. Si ce front social doit être le plus large possible sur ces bases, il se devra donc d'être déconnecté des logiques et échéances électorales. Ce front social doit servir de base à la constitution de réseaux d'acteurs et d'actrices du mouvement social dans une logique de solidarité et de convergence des luttes.

Nous pensons qu'un certain nombre de revendications à court terme peuvent être fédératrices, tout autant qu'elles rentrent en rupture avec les logiques capitalistes, patriarcales et étatiques :

Gestion directe des retraites dans une logique de répartition égalitaire

Amélioration et gestion collective des services publics (eau, électricité, éducation, transport, santé…) pour aller vers l'extension de la notion de service public à l'ensembles des besoins individuels et sociaux (accès aux logements, aux moyens de subsistance essentiels…)

Revalorisation des salaires et des minima sociaux avec une véritable réduction du temps de travail et sans contrepartie de précarité, de flexibilité et de compressions salariales

Refus du tout sécuritaire comme organisation des relations sociales

Véritable égalité économique et sociale entre hommes et femmes.

Cet ensemble d'exigences impératives à court terme doit aussi nous permettre de substituer à la logique du profit et de la domination, celle de l'entraide sociale. Ce front social et ces revendications ne seront développés et ne progresseront que par l'action sociale et syndicale directe à toutes les échelles (quartier, lieu de travail, communes…). C'est par la construction d'un rapport de force, s'appuyant sur des pratiques d'autogestion des luttes, de grève générale, de modes d'organisations alternatifs,…, qu'une véritable alternative crédible au système capitaliste, patriarcal et étatique tout autant qu'au fascisme verra le jour.

Motion anti-électorale

La Fédération anarchiste ne peut se féliciter de la victoire d'un Chirac, tout comme elle n'aurait pu se réjouir de celle d'un Jospin ou de qui que ce soit de plus fasciste. Nous rappelons que le principe de la démocratie représentative est d'abandonner sa voix et son pouvoir au profit d'un politicien. A cet égard, rien n'a changé : malgré les taux d'abstention records jusqu'à ce pathétique second tour (les politiques antisociales de droite comme de gauche et l'impunité des élus en sont la cause principale), les élections passent et les problèmes restent…

La majeure partie des partis politiques, des organisations syndicales et des associations a voulu nous faire croire qu'il fallait sauver la République ; celle-là même qui, pilotée de nouveau par Chirac, met en danger nos libertés fondamentales.

A gauche ou à droite, plus personne ne remet en cause une société fondée sur les inégalités économiques et sociales : tous défendent le droit d'opprimer et d'exploiter autrui. Nous n'avons rien à attendre d'eux. A coups de privatisations, de casses du service public, de lois sécuritaires, les gouvernements successifs sont responsables et coupables. Qu'ils ne comptent pas sur le mouvement social pour les sortir du gouffre.

La démocratie ne protège pas de l'extrême-droite. Aujourd'hui en Europe, cette dernière est présente dans de nombreux gouvernements : Italie, Autriche, Danemark, Pays-Bas… Les élections n'ont jamais barré la route au fascisme, très souvent, le vote a légitimé les pires canailles ; Hitler et Mussolini sont arrivés au pouvoir par les urnes et c'est la chambre des députés qui a investi Pétain des pleins pouvoirs.

Les abstentionnistes ont toujours été calomnié-e-s. Quand ils/elles ne sont pas accusé-e-s de faire le jeu de la droite, ils/elles sont désigné-e-s comme les responsables des scores de l'extrême-droite.

Depuis des années, la social-démocratie et l'extrême-gauche parlementaire ont toujours muselé les mouvements sociaux en présentant comme seul débouché possible aux luttes, l'échéance électorale. Aujourd'hui, l'échec de cette stratégie attentiste est patent. Il faut sortir de l'impasse : pied à pied, dans les luttes sociales, dans tous les lieux et espaces, et au quotidien, nous devons développer collectivement des alternatives au capitalisme, au nationalisme, à la xénophobie, à l'Etat et au patriarcat et proposer un autre projet de société.

Ce projet devra remplacer l'exploitation de tous par la gestion directe de la production et de la distribution des richesses, par et pour la population. Ce projet, au lieu de confier la gestion des intérêts de la population à une minorité de privilégié-e-s, devra structurer l'intervention directe de chacun-e dans les décisions le/la concernant. Il est de la responsabilité de chacun-e de le faire vivre partout.

Partout, affirmons notre présence. Occupons le terrain, soyons actifs, manifestons. Avec toutes celles et ceux qui aspirent à une autre société, construisons une alternative sociale, d'émancipation, de liberté et de justice.

Motions du 60e Congrès Besançon le 9 Juin 2003

Motion antipatriarcale

Le 60ème congrès de la Fédération Anarchiste réaffirme la nécessité de la lutte antipatriarcale, définie comme la lutte contre le système social qui organise la domination politique, économique, culturelle et sociale des hommes sur les

femmes au travers des constructions sociales que sont la " féminité " et la " masculinité ", intégrées à grand renfort de modèles éducatifs sexistes.

Inégalités de salaires, d'accès à la parole, domination et violence physique, psychologique et sexuelle, exploitation économique des femmes et des enfants au moyen du travail domestique, homophobie, lesbophobie et transphobie, aliénation individuelle par les schémas virilité/soumission, déni du droit des individu-e-s à disposer de leur corps, restent la triste réalité sociale.

Afin de reprendre l'offensive sur le sujet, il convient d'agir selon 2 axes :

- Sur le plan social : s'attaquer aux fondements du patriarcat et sa matérialisation, le sexisme, de manière collective et organisée : contre le publisexisme, contre les modèles sociaux masculins/féminins obligatoires, contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, contre la prostitution et la pornographie, pour le droit des femmes à disposer de leur corps, contre l'exploitation économique (utilisation du travail gratuit des femmes dans la sphère domestiques, inégalités de salaires). Pour cela, dans la mesure du possible, des outils collectifs (campagnes, affiches, autocollants) seront mis en place sur proposition notamment de la commission antipatriarcale.

- Assurer la place des femmes et des féministes au sein des organisations dans lesquelles nous sommes investi-e-s. Pour cela, nous devons être particulièrement vigilant-e-s quant à nos pratiques individuelles et collectives : remise en cause des fonctionnements et comportements sexistes intégrés du fait de l'éducation, création d'un cadre fraternel et sororal de discussion permettant un accès égale et réel des femmes à la parole. De même la féminisation des textes, autocollants et affiches produites est souhaitable, en ce que le langage est l'intermédiaire par lequel nous donnons sens aux choses et aux phénomènes sociaux, économiques, culturels, politiques, etc. Sous-estimer l'importance du langage et surtout du langage genré c'est renoncer à s'attaquer à un facteur important de reproduction sociale de l'ordre patriarcal.

En tant que femmes et hommes militant à la Fédération Anarchiste, nous savons que nous ne nous situons pas en dehors des rapports de domination qui structurent cette société, même si nous aspirons à en sortir afin de réaliser la liberté réelle et l'égalité politique, économique et sociale. Nous devons donc nous donner les moyens de les déconstruire au niveau individuel et de les abolir au niveau collectif, par l'action individuelle et la lutte sociale, qui sont complémentaires et en rien contradictoires. C'est donc à l'ensemble des militants et militantes de la Fédération Anarchiste de faire exister cette problématique et ces pratiques, en ce que nous refusons toute hiérarchie entre les luttes.

Construisons la Grève Générale !

Le mouvement social actuel, avant de devenir massif, fut impulsé par les maîtres d'internat-surveillants d'externat (MI-SE), les aides-éducateurs et les emplois-jeunes. Le conflit, entamé en octobre 2002, trouva un souffle nouveau

lorsque l'ensemble des personnels de l'Education Nationale réagirent à la loi sur la décentralisation (plan Ferry). Puis, l'annonce du Plan Fillon mobilisa plus largement encore. Elle entraîna la jonction de la lutte avec le secteur privé, et avec une dimension interprofessionnelle. La décentralisation de l'Etat, initiée par la gauche en 1983, et la casse du service public répondent à une maximisation des profits, voulue par le capital. Elle passe par l'abaissement du coût global du travail (licenciements, précarité, flexibilité) et la recherche de nouvelles sources de profits à des fins de spéculation (privatisation des services publics, remise en cause des retraites et de la protection sociale).

Parallèlement à cela, les gouvernements successifs ont adopté des dispositifs sécuritaires (Loi sur la Sécurité Quotidienne et Loi sur la sécurité intérieure) dont les travailleurs et travailleuses en lutte subissent les effets de plein fouet. Face à la répression, l'entraide et la solidarité doivent être nos réponses.

Malgré la montée en puissance du mouvement et la généralisation de la grève reconductible, les directions syndicales n'ont pas entendu les attentes des salariés en lutte : pas d'appel à la grève générale, journées d'action éparses. Sur le fond même, les trahisons attendues et l'absence de positions lisibles des confédérations majoritaires sont les éléments supplémentaires qui freinent les dynamiques de lutte. D'autre part, toujours soucieux de préserver les intérêts du patronat et de l'Etat, les médias après avoir tû, minorent maintenant les mobilisations.

L'effervescence du mouvement a permis : des liens entre différentes catégories de personnels, la mise en cause de la hiérarchie syndicale, la volonté d'échanger de l'information, l'émergence de créativité solidaire, des actes de désobéissance et surtout la constitution et la pérennisation d'Assemblées Générales, et de comités de grève souverains. C'est ce type de pratique libertaire qui a seul permis la continuité de la mobilisation.

Quelles que soient les concessions qui seraient faites par l'Etat, la logique capitaliste sera toujours à l'oeuvre, comme cela se passe aussi dans d'autres pays (Autriche, Allemagne, Portugal.). Seule la grève générale autogestionnaire et l'extension du conflit, y compris en dehors du monde du travail, permettront non seulement de mettre à bas les plans patronaux et gouvernementaux, mais aussi d'ouvrir les perspectives d'une autre société.

Les militant-e-s FA investi-e-s dans les luttes sociales en cours appellent à :

- intensifier et étendre le mouvement sur des bases autogestionnaires ;
- généraliser la grève interprofessionnelle public/privé ;
- construire les bases d'une société libertaire fondée sur le partage égalitaire des richesses dans une optique émancipatrice qui passe par l'abolition du salariat et du capitalisme.

Motions d'orientation du 61e Congrès – Rennes – 29,30,31 Mai 2004

Motion de soutien aux salariés licenciés de STMicroelectronics

Le 61e congrès de la Fédération Anarchiste apporte son soutien aux salarié(e)s de STM en lutte depuis plus de 9 mois contre le plan de licenciement qui les jette à la rue et la délocalisation de leur outil de travail.

Face au capitalisme qui broie les individus, la Fédération Anarchiste considère que seule une égalité économique et sociale, passant par l'abolition du salariat, sera à même de construire un autre futur par la gestion directe des salarié(e)s eux-mêmes. Cela nécessite une révolution libertaire, solidaire et égalitaire.

Du développement à la décroissance

Le développement des forces « productives », conçu par le capitalisme comme la finalité de l'histoire, a engendré une nouvelle religion, celle de la croissance économique. Selon les promesses de l'idéologie libérale, le bonheur devait se mesurer à l'aune du PNB.

Après un demi-siècle de « progrès », le vaste chantier des « modernistes » prend des allures de ruines. L'homme est atteint dans sa chair et dans sa dignité : aliénation par le travail, chômage, précarité, stress, solitude, mal-être... Les inégalités sociales, tant entre pays riches et pays pauvres qu'à l'intérieur de chaque nation, n'ont jamais été aussi fortes. Allumés et entretenus essentiellement pour des enjeux stratégiques, les conflits armés germent sur tous les continents.

Mais surtout, parce qu'il met gravement en péril les générations futures, le bilan lié à l'environnement s'avère proprement désastreux. L'empreinte écologique globale de l'humanité (c'est-à-dire le niveau d'épuisement des ressources et de perturbation des mécanismes régulateurs) dépasse d'ores et déjà de 20 % les capacités biologiques de la Terre. A plus ou moins long terme, si l'on maintenait les tendances actuelles, il nous faudrait des ressources équivalant à plusieurs planètes. **La croissance n'est plus possible.**

Pour remédier à cette situation, le « développement durable » est désigné par les détenteurs du pouvoir (politique, économique, médiatique...), ainsi que par la fraction altermondialiste qui rêve d' « humaniser » le capitalisme, comme la panacée. Mais la supercherie ne résiste pas à une réflexion un peu sérieuse. L'ambiguïté même du terme en assure le succès : elle masque le problème en donnant l'impression de le résoudre. Pis, elle déplace un problème pour en créer un autre, plus épineux. Pour les bénéficiaires de la « mondialisation », il ne s'agit nullement de remettre en cause le principe d'économie libérale, mais de faire accepter les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, avec la perspective, pour quelques centaines de multinationales, de privatiser un peu plus

des domaines vitaux comme l'eau, l'alimentation, la santé. **Le marché est chargé de remédier à la destruction de la planète infligée par... le marché,** la seule concession consistant à en atténuer les dégâts les plus visibles, pour autant que subsistent les profits.

Puisque l'impact écologique met en évidence un « sur-régime » par rapport aux ressources de la planète, il faut s'orienter vers une décroissance physique, c'est-à-dire réduire progressivement la quantité de matières premières et d'énergie mise enjeu. **La décroissance n'est pas un choix idéologique ; elle est une nécessité absolue.**

Si aucune société n'est écologiquement innocente, c'est-à-dire si le développement de l'humanité s'accompagne toujours d'une transformation du milieu, c'est bien la course au profit, à l'accumulation, avec la création continue de besoins artificiels, qui produit une accélération fulgurante de la dégradation des écosystèmes. **Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance est donc la disparition du capitalisme.** Parce que ce système a besoin d'une croissance pour survivre, parce que sa logique propre est une dynamique suicidaire, il ne peut accomplir cette décroissance... sauf à supprimer massivement les populations pauvres, c'est-à-dire à perpétrer des génocides.

La deuxième condition est la suppression de l'Etat, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec la collaboration des différents gouvernements : multiples subventions, mise en place d'infrastructures, prise en charge par la puissance publique de la formation, de la recherche, des coûts environnementaux, des pertes financières, cadre juridique sur mesure... Ne pas s'atteler à la disparition de l'Etat reviendrait à épargner un pilier fondamental du système et un adversaire redoutable, et donc à rendre impossible la transformation profonde de la société.

Toute solution qui ferait l'économie d'une redistribution des richesses serait fatalement vouée à l'échec. Pour que la décroissance puisse être maîtrisée par les différentes populations, pour qu'elle n'ouvre pas la voie à la barbarie des conflits pour l'appropriation des ressources ou aux mesures draconiennes d'un totalitarisme, **le problème doit impérativement être posé dans une perspective d'égalité économique et sociale,** la gratuité des services publics pouvant constituer un levier essentiel dans cette construction.

Si la démarche individuelle de simplicité volontaire, c'est-à-dire l'adoption d'un mode de vie différent peut représenter la base « philosophique » d'une société soucieuse des générations futures, il est clair que la somme des comportements individuels écologiquement «responsables » ne saurait suffire, loin s'en faut, à édifier une société de décroissance. Ne serait-ce que parce que les domaines les plus dévoreurs d'énergie et de matières premières (complexe militaro-industriel, transports, agriculture...) relèvent de politiques globales, et

donc de décisions collectives. **Il serait illusoire de penser que nous pourrions faire l'économie d'une révolution.**

Parce que la maîtrise par chacun de sa propre existence, parce que la définition par chacun de ses propres besoins ne peuvent en aucun cas justifier une production boulimique, source d'un travail aliénant, **seule une société fédéraliste, autogestionnaire peut assurer conjointement l'égalité économique, la justice sociale et la préservation des ressources naturelles.**

Motions du 63e Congrès 3-4-5 juin 2006 - Merlieux

Non à la coupe du monde du footre !

Le scandale de l'ouverture de bordels géants en Allemagne ne cesse de s'amplifier à l'approche du Mondial de football. Le sport-business a toujours facilité le marché de la prostitution, en marge des grands événements sportifs. Et la légalisation de la prostitution outre-Rhin permet dorénavant aux capitalistes d'exploiter cette manne financière. Ainsi, le plus grand bordel d'Europe, Artémis, peut accueillir à Berlin, 650 clients pour 100 prostituées et ce n'est que le premier d'un marché florissant.

La conséquence directe de la création d'Artémis est l'arrivée de milliers de prostituées venues des pays économiquement dépendants (Europe de l'est mais aussi de l'Amérique latine). Il s'agit là d'une véritable traite humaine, orchestrée pour le compte des « entrepreneurs » d'Artémis, proxénètes officiels qui considèrent les femmes comme des marchandises, et traite les clients comme des consommateurs de produits de supermarché.

Ces bordels sont la conséquence d'une société inégalitaire où la logique de profit prédomine : ils sont remplis de femmes « au rendement » auxquelles on fait miroiter des revenus « faciles », sans aucune protection sociale. Artémis est le rêve de tous les patrons et surtout, la conséquence de la dégradation des droits sociaux et de la précarisation générale. L'industrie de la prostitution est tellement porteuse que l'investissement de 6,4 millions d'euros est déjà quasiment remboursé après 6 mois d'exploitation. Les promoteurs d'Artémis se revendiquent eux-mêmes, comme issus du modèle « Mac Donald's » ... Rappelons qu'il s'agit de l'un des marchés les plus importants avec les armes et la drogue.

La légalisation de la prostitution en Allemagne et aux Pays-Bas n'a pas changé le fond du problème et si la légalisation a permis de sortir d'une situation hypocrite d'invisibilité, celle-ci n'a pas réussi, en revanche, à améliorer les conditions de nombreuses prostituées : précarité, suicide, emprise de réseaux mafieux, violences, drogues, etc. De plus, le risque est d'augmenter le nombre de prostituées précaires : déjà 25 % des prostituées d'Artémis seraient des femmes sans-papiers, et les services sociaux allemands sont dans l'incapacité de faire un

travail d'information et d'enquêter sur les conditions de prévention et d'hygiène : on leur interdit l'entrée du centre.

L'État allemand a sa pleine responsabilité dans cette situation, d'autant que cette manne financière lui permet une entrée d'argent facile en développant le tourisme sexuel ! En France, les lois Sarkozy criminalisent davantage les prostituées que les proxénètes et les clients.

La paupérisation engendrée par l'économie libérale développe la prostitution, le meilleur moyen de lutte contre les bordels organisés est donc de lutter pour l'égalité sociale et le partage des richesses.

Par nature, l'État préfère toujours défendre les intérêts des capitalistes.

Combattre les bordels et la prostitution c'est lutter contre le capitalisme et l'ordre patriarcal.

Pour un monde solidaire, égalitaire et d'amour libre !

Motion « Agir au lieu d'élire »

Les militants et militantes de la Fédération anarchiste, réunis en leur 63ème congrès à Merlieux les 3, 4 et 5 juin 2006, réaffirment leur ferme opposition à la soumission électorale.

Nous rejetons ce système dit représentatif de délégation de pouvoir sans contrôle réel (absence de mandats impératifs, contrôlables et révocables), intimement lié à l'exploitation capitaliste auquel il sert d'alibi.

Il importe aux anarchistes de lutter contre toute forme d'aliénation de l'autonomie des individus et contre toute médiation qui va à l'encontre des intérêts de la classe dominée et ce au moment où une campagne d'intoxication culpabilise ceux et celles qui refusent d'adhérer par un acte de délégation de pouvoir à un système républicain perpétuant l'injustice sociale sur laquelle il est basé.

Il importe également de lier ce combat à toutes les luttes d'émancipation, contre l'ordre sécuritaire et toutes les formes de domination.

Au-delà d'une position anti-électorale construite et confortée par des constats et analyses successifs tout au long de l'histoire, il nous semble crucial de réaffirmer cet engagement à un moment où sur des thèmes comme la sécurité, l'immigration, la famille... nous vivons la montée d'un discours réactionnaire transcendant le clivage gauche-droite. Face à ceci, aux côtés d'une campagne de sensibilisation sur cette dérive, il est important de refuser de cautionner un processus électoral qui se nourrit de ces discours et conforte l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique, sources réelles des problèmes auxquels il prétend s'attaquer. Enfin, il nous faut plus que jamais dénoncer les mascarades électorales de tous types qui tuent dans l'œuf tout développement d'un mouvement social autonome.

Les anarchistes entendent, par le développement des pratiques et des idées libertaires dans le mouvement social et syndical s'opposer à cette logique de délégation de pouvoir.

Pour contrer l'argument récurrent voulant que le système représentatif, malgré tous ses défauts, est le seul moyen viable d'organisation, il est impératif d'opposer des alternatives concrètes et crédibles.

La Fédération anarchiste :

incite tous les exploité-e-s et opprimé-e-s à rejeter les illusions électorales et à opter pour l'action directe et sa coordination sur le mode fédéraliste ;

défend l'autonomie des luttes et des organisations du mouvement social contre les intérêts politiciens des partis ;

soutient toutes les expériences d'autogestion et de libre fédération permettant aux individus et groupes d'individus de se réapproprier localement la gestion de leurs communes, de leurs lieux de travail et de leurs environnements.

La généralisation des pratiques fédéralistes et autogestionnaires, permettant une véritable gestion collective, locale et globale de la société, constitue un cadre rendant possible la décroissance. Ce n'est qu'en laissant les individus décider eux-mêmes de l'utilité commune que l'on parviendra à construire une société respectueuse de l'être humain et de l'environnement.

La Fédération anarchiste s'associera aux actions des individus et organisations poursuivant le même but et développant les mêmes pratiques.

Motion "Seule la lutte paie"

Le mouvement dit « anti-CPE » du printemps dernier a, une fois de plus, démontré que seule la lutte payait. A la suite des émeutes de banlieues en novembre 2005, ce mouvement a représenté un grave danger politique pour le gouvernement. En effet, nous avons constaté par endroit une convergence réelle entre la révolte des jeunes en banlieue, au lycée et à l'université.

Ces luttes sont une réponse adaptée à la paupérisation, à la précarisation et à la répression. Ce processus d'accroissement de l'exploitation se développe depuis des années, sous tous les gouvernements, et renforce la domination économique et sociale.

Au cours de la lutte « anti-CPE », des modes d'organisation, basés sur des assemblées générales souveraines et décisionnelles, des occupations et des blocages de l'économie se sont développés. Ils préfigurent les luttes de demain et même une nouvelle façon d'appréhender l'organisation sociale. Par ces recours à des formes d'action directe, les jeunes et les moins jeunes renouent avec les principes et les pratiques de la lutte collective initiés, il y a 100 ans par la Charte d'Amiens, et mis en œuvre, notamment lors des grèves et occupations de 1936.

Il reste que, si le gouvernement a reculé sur la question du CPE, il s'agit d'une victoire socialement importante mais relative. Les mesures anti-sociales

continuent de s'appliquer, à commencer par ce qui reste de la loi dite « d'égalité des chances » (apprentissage dès 14 ans, travail de nuit dès 15 ans...).

Manifestement, les salarié.e.s, même très massivement présent.e.s dans les rues, ne sont pas entré.e.s dans une logique de grève reconductible et d'affrontement avec l'Etat. De leur côté, les organisations syndicales, par un mot d'ordre très réducteur (retrait du CPE), des moyens d'action volontairement très limités (journées d'action) et les arrières-pensées électorales, n'ont pas permis non plus la généralisation du mouvement.

Les militant.e.s de la Fédération Anarchiste, massivement impliqué.e.s dans cette lutte contre la précarisation, affirment que cette victoire partielle n'est qu'un début. Elle doit déboucher sur d'autres luttes, plus fortes et plus déterminées pour offrir d'autres débouchés.

Cette lutte montre également qu'il est inutile de se fourvoyer dans les urnes, tant il est vrai que ce ne sont pas les barricades de bulletins de vote qui permettront une transformation sociale significative.

Enfin, la Fédération Anarchiste rappelle que la Grève Générale ne prend sens que si elle est autogestionnaire et expropriatrice, seule condition pour détruire le capitalisme qui n'est ni réformable ni amendable.

L'Internationale des Fédérations Anarchistes

Pacte Associatif

Préambules

L'IFA est une organisation internationale de fédérations anarchistes qui se rattache, par son pacte associatif et son action, aux principes de la première Internationale Anarchiste qui s'est constituée à Saint-Imier en 1872.

L'IFA lutte pour:

- Abolir toute forme d'autorité qu'elle soit économique, politique, sociale, religieuse, culturelle ou sexuelle.

- Construire une société libre, sans classe ni Etat ni frontière, fondée sur le fédéralisme libertaire et l'entraide.

L' action de l'IFA se basera toujours, tant au plan pratique que théorique, sur l'action directe, contre le parlementarisme et le réformisme.

Les fédérations, adhérentes à l'IFA, s'engagent à développer entre elles la solidarité la plus efficace dans tous les domaines ; à coopérer et coordonner toute initiative ; à fournir une aide régulière à l'IFA et à son secrétariat ; à développer, à l'échelle mondiale, l'action anarchiste. Chaque fédération étant autonome dans sa propagande et son développement.

Adhésions et démissions

Pour adhérer à l'IFA, une fédération doit ;

- Se reconnaître dans son pacte associatif et son action définis dans les congrès.

- Présenter sa demande d'adhésion au secrétariat qui s'engage à la communiquer à tous les membres de l'IFA, En l'absence d'opposition, de la part des fédérations adhérentes, formulée dans 1' espace de 6 mois, 1' adhésion devient immédiatement effective. Elle devra être ratifiée, à l'unanimité, par le congrès suivant. En cas d'opposition, seul le congrès peut réexaminer la demande adhésion.

L'adhésion implique le versement d'une cotisation dont les modalités de versement sont déterminées en congrès.

L'IFA souhaite l'existence d'une seule fédération anarchiste par pays, mais, ne reconnaissant pas la géographie politique imposée par les Etats, accepte la formation d'autres fédérations à l'intérieur d'un même territoire, dans le cas où la fédération déjà adhérente ne formulerait pas d'opposition.

L'IFA accepte l'adhésion de fédérations pluri-nationales qui entendent, de cette manière, développer, à l'intérieur d'aires géographiques et/ou linguistiques contiguës, la pratique de l'internationalisme anarchiste.

En cas de constatation, par le secrétariat, de non activité durable et confirmée de la part d'une fédération adhérente à l'IFA, celui-ci s'engage à en informer tous les membres de l'IFA. En l'absence d'opposition de la part des fédérations adhérentes, formulée dans l'espace de 6 mois, la démission sera considérée effective. Elle devra être ratifiée, à l'unanimité, par le congrès suivant. En cas d'opposition, seul le congrès peut réexaminer cette démission.

Au cas où une reprise d'activité serait constatée, cette fédération peut proposer sa candidature à l'IFA, conformément au pacte associatif.

En l'absence d'organisation fédérée au niveau national, peuvent adhérer à l'IFA aussi des groupes qui s'engagent, à l'intérieur de leur territoire de référence, à créer une fédération. Cette adhésion ne pouvant être que provisoire, les fédérations de l'IFA se réservent le droit, dans le cadre de leur congrès, de reconsidérer cette adhésion si elle n'a pas encore débouché sur la constitution d'une fédération. La nouvelle fédération doit faire sa demande d'adhésion à l'IFA.

Contacts internationaux

L'IFA entretient des liens cordiaux avec l'ensemble du mouvement libertaire mondial dans sa lutte contre toutes les formes et structures de domination (échanges d'informations, solidarité, etc.) et peut inviter ses délégations à assister à ses travaux

Les congrès

L'IFA se réunit en congrès au moins tous les 3 ans. Le congrès décide des orientations et des axes d'action de l'IFA à l'unanimité.

Un an avant sa tenue, une réunion du secrétariat, avec les personnes chargées des relations internationales des différentes fédérations, définira l'ordre du jour, la date et le lieu du congrès de l'IFA.

Le Congrès délibère sur les initiatives de l'organisation et confie, à l'unanimité, le secrétariat de l'IFA, chargé de mettre en application les mandats du congrès, à une fédération adhérente qui nommera ses membres.

Le secrétariat

Le secrétariat, en outre, a pour tâche de prendre soin des relations avec les personnes chargées des relations internationales au sein des différentes fédérations adhérentes, qui se réuniront conjointement et/ou par aire géographique, au moins tous les 6 mois.

Le secrétariat représente l'IFA et a pour tâche d'oeuvrer à la fois à son rayonnement et à son développement.

En outre :

- Il stimule les contacts et le débat internes de l'IFA.
- Il signale les cas pour lesquels il est nécessaire de développer l'entraide internationale.
- Il édite un bulletin fédéral, point de référence, pour la correspondance et le débat interne de l'organisation.

- Il s'occupe de l'édition de matériel de propagande, portant sur les résolutions et l'action de l'lFA.

- Il perçoit et gère les cotisations que les fédérations versent régulièrement pour le soutien de l'activité de l'IFA.

- Il rend compte de ses activités et de l'exécution de son mandat.

Le secrétariat se présente démissionnaire devant le congrès.

Respect du pacte associatif

Le non respect des engagements matériels et éthiques qui précèdent, constitue une remise en cause, de fait, de l'adhésion à l'lFA qui sera ratifiée par le congrès suivant.

Modification du pacte associatif

Toute proposition de modification du présent pacte associatif doit être portée à la connaissance de toutes les fédérations adhérentes, au moins 1 an avant le congrès qui devra l'examiner

crifa@iaf-ifa.org

www.iaf-ifa.org

Le texte suivant est l'une des motions adoptées à l'unanimité lors du 7ième congrès de l'Internationales des Fédérations Anarchistes (I.F.A.)qui s'est tenu les 10,11 et 12 Avril 2004 à Besançon (France). Ce congrès a consacré les adhésions de nouvelles sections russes, anglaises, tchèques et slovaques : - L'association des mouvements anarchistes russes (ADA) - La Fédération anarchiste anglaise (Anarchist federation) - La Fédération anarchiste tchèque et slovaque (CSAF)

Motion : l'anarchisme international et la question sociale

Le congrès de l'Internationale des Fédérations Anarchistes, réuni ce jour à Besançon, réaffirme que l'anarchisme reste une réponse actuelle et adéquate aux problèmes sociaux mondialisés. L'anarchisme, s'il veut s'inscrire dans son environnement, ne doit pas oublier qu'il évolue constamment en lien avec les réalités sociales et qu'il doit impérativement définir ses pratiques et ses stratégies d'action par rapport à ses mêmes réalités. L'oppression et l'exploitation ne connaissant pas de frontières, le problème social ne peut se résoudre qu'à l'échelle mondiale. C'est pour cela que les anarchistes organisationnels se sont doté d'un outil approprié : L'Internationales des Fédérations Anarchistes. Nous sommes unanimes pour considérer que l'IFA ne peut être une fin en soi, elle est

un instrument de coordination des luttes internationales, et pour cette raison, elle doit contribuer à fédérer 'ensemble du mouvement anarchiste international. L'augmentation des adhésions à l'IFA, ainsi que l'émergence de nouvelles réalités qui regardent avec intérêt les propositions de l'IFA sont un signe de vitalité de l'anarchisme social et organisationnel. L'Internationale des Fédérations anarchistes est une organisation fédéraliste, qui vit à travers ses sections locales, dont le développement autonome constitue une garantie de liberté et de la capacité de construction sur le territoire de luttes efficaces. C'est à l'intérieur de situations politiques et sociales dans lesquelles ils vivent que chacun construit le parcours qu'il juge le plus en phase pour ledéveloppement de l'anarchisme. L'impulsion donnée à l'anarchisme dans l'émergence de nouveaux mouvements de luttes sociales et culturelles a certainement produit une croissance non seulement sur le plan numérique mais également sur la capacité à organiser des actions anarchistes, mais ceux-ci ne se sont pas toujours traduit par des objectifs clairs et des pratiques libertaires. Ceci démontre d'un coté la persistance des groupes nihilistes privés de perspectives politiques et sociales et de l'autre coté la tentation des pratiques réformistes et de collaboration avec les organisations de domination. Nous pensons que les organisations anarchistes doivent préfigurer la société future : nous ne pouvons renoncer à dénoncer le principe majoritaire et la logique électoraliste qui en découle. Cette dénonciation a constitué la base de l'anarchisme telle qu'elle a été exprimée lors du congrès de St-Imier de 1872. C'est en renforçant nos liens, en échangeant, en coopérant avec des organisations anarchistes aux multiples facettes dans le cadre du pacte associatif de notre Internationale, que nous pourrons construire l'anarchisme social le plus en phase avec le monde contemporain. Nous réaffirmons l'importance du développement des pratiques autogestionnaires et horizontales éloignées des conceptions avant-gardiste étrangères à l'anarchisme social et organisationnel. L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. La cohérence entre les moyens et la fin n'est pas seulement une question fondamentale d'éthique mais le signe distinctif d'une organisation politique et sociale libertaire. Ce constat amène l'Internationale des fédérations Anarchistes à adopter une attitude ouverte et constructive envers les composantes des mouvements anarchistes dans le monde.

Motion adoptée à l'unanimité lors du 7ième congrès de l'Internationales des Fédérations Anarchistes (I.F.A.) Besançon - France - 10/11/12 Avril 2004

Guide de l'arrêté : Que faire lorsqu'on est arrêté.e par la police lors d'une manifestation?

Dernière mise à jour : décembre 2005

I- Lors d'un contrôle d'identité :

Vos droits :

Si vous êtes de nationalité française, vous pouvez établir votre identité par tout moyen, il n'est pas obligatoire d'avoir sur vous une pièce d'identité.

Si vous êtes de nationalité étrangère, vous devez, en principe, toujours avoir avec vous le titre ou les documents vous autorisant à circuler ou à séjourner en France (une carte de séjour, un passeport avec un visa datant de moins de 3 mois , un récépissé de demande de titre de séjour ou encore une convocation à la préfecture etc.). En effet, la police peut, à tout moment, contrôler la régularité de leur séjour en France des étrangers/étrangères.

Les mineur.e.s étrangers/étrangères peuvent prouver par tout moyen leur identité. Elles/ils sont inexpulsables du territoire français.

Les motifs du contrôle d'identité :

Article 78-2 du code de procédure pénale : outre les contrôles spécifiques des étrangers/étrangères, les forces de l'ordre peuvent contrôler votre identité s'il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'une personne a commis ou a tenté de commettre une infraction, se prépare à commettre un crime ou un délit, ou est susceptible de fournir des renseignements sur une enquête pénale en cours, ou fait l'objet de recherches judiciaires. Mais la/le Procureur peut aussi requérir des contrôles d'identité pour les infractions qu'il/elle précise (recherches de stupéfiants, ports d'armes,...). Enfin l'identité peut être contrôlée pour "prévenir une atteinte à l'ordre public ".

Les motifs du contrôle sont donc très larges, mais ils doivent répondre à l'un de ces critères, sous peine de nullité du contrôle. Par exemple, le fait de porter un auto-collant (ou une banderole), avec un sigle syndical ou associatif, ou une inscription licite quelconque, ne justifie en aucun cas un contrôle d'identité. La police n'a pas le droit de vous demander de retirer l'autocollant, car c'est une atteinte à la liberté d'expression. Autre exemple: vous avez le droit de photographier ou de filmer une manifestation, et rien n'interdit de filmer les policiers dans des lieux publics. La police n'a pas le droit de confisquer votre matériel ou le film.

La rétention en vue de vérifier votre identité :

Article 78-3 du code de procédure pénale : si vous n'avez pas de preuve de votre identité, vous pouvez être retenu-e- par la police qui souhaite vérifier votre identité pendant 4 heures maximum à compter du début du contrôle.

Ne tentez pas de vous soustraire par la force à un contrôle d'identité, c'est un délit de rébellion. Restez toujours calme et poli.

Conseils pour les contrôles d'identité :

Vous avez le droit de faire aviser la/le procureur de la république de votre rétention. Si vous êtes mineure, le/la procureur de la République doit être informé.e dès le début de la rétention.

Exercez le droit de faire prévenir la/le procureur.

Une copie du procès-verbal de contrôle d'identité doit vous être remise après 4h , (s'il n'y a pas de garde à vue à la suite) : exigez ce document.

Vous avez le droit de prévenir votre famille ou toute personne de votre choix.

Si vous êtes mineur.e, vous devez être assisté.e par votre représentant.e légal.e.

Si les policières/policiers sont agressifs/agressives lors d'un contrôle d'identité, restez poli.e.s, ne les tutoyez pas, même si elles/ils vous tutoient, ne faites aucun geste violent à leur égard, car cela peut entraîner des procédures d'outrage ou de rébellion, ou de violences sur personne dépositaire de l'autorité publique; des peines d'emprisonnement sont encourues et vous pouvez être jugé.e.s en comparution immédiate (flagrants délits).

Prenez les coordonnées de toutes les personnes qui peuvent témoigner de la scène. Si vous êtes emmené.e.s au commissariat, demandez à tout témoin de prévenir vos proches ou un avocat.

Si vous refusez de collaborer à la vérification de votre identité (en faisant des déclarations manifestement fausses, par exemple), vos empreintes et une photo peuvent être prises. Et si vous refusez de vous soumettre à cette mesure, vous pouvez être puni.e.s de 3 mois de prison et 3750 euros d'amende (art 78 5 du code de procédure pénale).

Avant de signer un procès-verbal, relisez-le attentivement.

Si vous n'êtes pas d'accord avec le contenu des procès-verbaux, vous pouvez refuser de les signer (documents rédigés par les policiers/policières et décrivant l'interpellation ou la vérification d'identité).

Si vous estimez que le procès-verbal contient des erreurs ou des imprécisions, vous devez demander à la/au policier/policière qui l'a tapé de le rectifier; si elle/il refuse, vous pouvez vous-même faire des ajouts manuscrits à la fin du procès-verbal, suivis de votre signature.

Lors de l'interpellation, la police peut seulement accomplir sur vous une palpation de sécurité. Il s'agit d'une recherche extérieure, à travers les vêtements, d'objets dangereux pour la sécurité du porteur ou d'autrui.. Cela ne peut en aucun cas consister en des attouchements ou une fouille à corps.

Ayez toujours les coordonnées d'un ou plusieurs avocats sur vous.

II- Lors d'une garde à vue

Un.e officier de police peut décider de vous retenir au poste 48 heures maximum s'il/elle soupçonne que vous avez commis ou tenté de commettre une infraction.

Si la garde à vue fait suite à un contrôle d'identité, la durée de la garde à vue (48h) se calcule à partir de l'heure de votre interpellation par la police (les 4 h de rétention pour le contrôle d'identité incluses). Vous devez être immédiatement informé.e de vos droits dans une langue que vous comprenez.

Article 63-1 du code de procédure pénale : si l'interprète ne peut se déplacer , cela se fera par les moyens de télécommunications autorisés.

Vos droits :

Dès le début de la garde à vue, le/la procureur doit être informé.e par l'officier de police judiciaire de votre placement en garde à vue.

Vous pouvez être retenu.e au maximum 48h(96h lorsque des stupéfiants sont en cause, selon l'article 63-1 du code de procédure pénale). La prolongation d'une garde à vue de 24h à 48h doit être autorisée par la/le procureur. Un.e mineur..e ne peut être retenu.e que 24h (s'il/elle a plus de 13 ans).

Attention, la loi Perben II permet de porter la durée de la garde à vue jusqu'à 96 h y compris pour les mineurs de 16 à 18 ans, dans le cas d'une procédure pour « délinquance et criminalité organisées », notions très floues qui pourraient, selon le syndicat de la magistrature être appliqué pour fauchage d'OGM volontaire ou hébergement de sans-papiers.

Vous avez le droit de savoir quelle infraction vous est reprochée. Vous devez demander que ce soit écrit sur le procès-verbal. Vous avez le droit de voir un.e avocat.e que vous avez choisi.e ou un.e avocat.e qui est mis.e à votre disposition si vous n'en connaissez pas.

Lorsque vous participez à une manifestation, ayez toujours sur vous les coordonnées d'un.e ou plusieurs avocat.e.s. Vous devez rencontrer votre avocate. immédiatement au début de la garde à vue et à la 20e heure (72e heure en cas de stupéfiants), pendant 30 mn de manière confidentielle (article 63-4 du code de procédure pénale). En cas de prolongation de la garde à vue au delà de 24h, autorisée par la/le procureur, vous pouvez encore voir l'avocat.-à la 36e heure.

Toujours selon la loi Perben II, s'appliquant à la « criminalité organisée », l'intervention de l'avocat est différée à la 48ème heure, voire même à la 72 ème heure.

Dès le début de la garde à vue, vous pouvez faire prévenir, par l'intermédiaire d'un policier, par téléphone, un.e proche (la personne avec qui vous vivez habituellement, l'un de vos parents, l'un.e de vos sœur/frère, un.e ami.e, votre employeur/employeuse, etc. (article 63-2 du code de procédure pénale).

A tout moment lors de la garde à vue, à votre demande ou à celle d'un membre de la famille, vous avez le droit de demander d'être examiné.e par un médecin qui vient sans délai. Après 24h de garde à vue, vous avez le droit de demander une seconde fois à voir un médecin. Si vous avez moins de 16 ans, un médecin est désigné dès le début de la garde à vue pour vous examiner.

Lorsque l'infraction concerne les stupéfiants, un médecin doit vous examiner dès la première heure de garde à vue, puis toutes les 24h, en plus des examens que vous pouvez personnellement demander, durant la garde à vue qui peut ici durer 96h.

Il est possible que vous subissiez une fouille à corps afin de rechercher des indices en rapport avec l'infraction flagrante qui vous est reprochée. Il s'agit alors non seulement de fouiller vos vêtements, mais aussi l'intérieur de votre corps. Mais la fouille à corps ne peut être effectuée que par un.e policière/policier de même sexe que vous.

Conseils lors des gardes à vue :

Relisez très attentivement le procès verbal.

Vous pouvez choisir de vous taire lors des interrogatoires. Attendez d'avoir demandé conseil à votre avocat.e avant de répondre aux questions posées par les policiers.

Vous pouvez refuser de signer le procès-verbal (documents décrivant les conditions de garde à vue et des auditions). Si vous n'êtes pas sûr-e- de son contenu, mieux vaut ne pas le signer ou ajouter vous-même des précisions à la fin du document, avant de le signer.

Si vous signez le procès verbal, faites le au ras du texte, afin que rien ne puisse être ajouté ultérieurement à votre signature.

Ayez toujours les coordonnées d'un.e ou plusieurs avocat.e.s sur vous, avant de partir en manif.

Si vous n'avez pas les moyens de payer les frais d'un.e avocat.e, vous pouvez demander à l'Etat français de prendre en charge totalement ou partiellement ces frais selon le montant de vos revenus mensuels : c'est l'aide juridictionnelle.

Les policiers/policières n'ont pas le droit de vous faire subir des violences, ni physiques, ni morales (articles 222-13 du code de procédure pénale et article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme). Si vous subissez des violences (coups, insultes, humiliations, refus de repas…) parlez en à votre avocat.e et demandez un examen médical afin que ces violences soient constatées dans un établissement hospitalier et qu'un certificat médical précisant la durée de l'arrêt de travail soit établi.

La solution la plus efficace est de porter plainte devant un.e juge d'instruction avec constitution de partie civile. Une somme d'argent vous sera demandée à titre de consignation, sauf si vous avez l'aide juridictionnelle.

Si des violences contre des biens ou des personnes vous sont reprochées, il est très important d'avoir pris les coordonnées des personnes pouvant témoigner

en votre faveur. Avant de manifester, ayez sur vous des petits papiers où vous avez écrit votre nom et votre téléphone, pour pouvoir les distribuer en urgence aux témoins, au moment où la police vous emmène, et tâchez de prendre les coordonnées des témoins.

Vous avez des droits que les policières/policiers ne peuvent vous refuser, comme ceux de voir un.e interprète, un.e avocat.e , un médecin. S'ils vous ont été refusés, faites noter sur le procès-verbal que vous les avez demandés ou bien noter le vous-même avant de le signer. Parlez en impérativement à votre avocat.e, car le non respect de vos droits rend toute la procédure nulle.

Si les policiers/policières vous ont dit que vous figuriez sur le STIC (Système de Traitement des Infractions Constatées), il s'agit d'un fichier de police (ou de gendarmerie) sur lequel sont inscrites des personnes "mises en cause" dans une précédente procédure (sans pour autant avoir été condamnée), demandez aux policiers de vous lire les mentions du fichier qui vous concernent, et si vous n'êtes pas d'accord, vous pouvez écrire au Procureur de la République pour faire rectifier ou effacer ces informations.

III- Lors d'une comparution immédiate

La comparution immédiate est une procédure qui permet de faire juger quelqu'un à la suite de la garde à vue devant le tribunal correctionnel. C'est le procureur qui décide si on vous juge immédiatement, ou si on vous relâche pendant la garde à vue, ou à la fin de la garde à vue: en ce cas, la police peut vous remettre une convocation devant le tribunal, avec une date d'audience.

La/le procureur peut aussi décider de vous faire juger le jour même, en "comparution immédiate", si vous risquez une peine de prison égale ou supérieure à 6 mois, c'est à dire pour la plupart des délits commis lors d'une manifestation.

Voici quelques exemples justifiant un jugement immédiat :

-étranger/étrangère en situation irrégulière ;

-dégradations lors d'une manifestation ;

-outrage et rébellion ou violences envers la police (ou de menaces verbales de violences) ;

-vol ;

-mendicité avec un chien dangereux ;

-occupation d'un squat ;

-outrage au drapeau ou à l'hymne national ;

-si vous êtes sous le coup d'une interdiction du territoire, d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière ou d'une mesure d'expulsion.

Mais en cas de "racolage passif"(et si vous n'êtes pas aussi en situation irrégulière), ou d'entrave à la circulation dans un hall d'immeuble, seuls deux mois de prison sont encourus et la comparution immédiate est donc impossible.

Conseil très important :

Vous avez le droit de refuser d'être jugé-e- le jour même lorsque le/la juge vous demande si vous acceptez la comparution immédiate (article 397 du code de procédure pénale). Mais vous risquez d'aller en prison pendant 2 à 6 semaines en attendant. Parlez en à votre avocat.e. Le risque d'aller en prison en attendant d'être jugé.e, même si vous avez une famille ou un travail, est réel. Attention! Mais il est à noter que généralement, les condamnations sont plus lourdes en comparution immédiate.

Devant le tribunal, soyez calme et poli-e-. Ecoutez les conseils de votre avocat.e, dont la présence est obligatoire, sur l'attitude à avoir et surtout sur les déclarations à faire à la/au juge.

Vous avez le droit de faire appel contre la décision du/de la juge qui vous condamne.

Vous pouvez demander l'aide juridictionnelle pour payer les frais d'avocat.e et les frais de justice, si vos revenus sont très faibles (en gros, inférieurs au SMIC).

IV- Lors d'une rétention administrative d'un.e étranger.e

Si vous êtes étrangère/étranger en situation irrégulière, le préfet peut décider de vous reconduire à la frontière. Dans ce cas, le préfet peut vous placer en rétention administrative pendant 48h pour préparer votre renvoi. Au delà de ces 48h , vous pouvez être maintenu-e- en rétention pendant encore 10 jours au maximum sur décision du/de la juge des libertés (2 fois 10 jours), soit 12 jours dans un centre de rétention au total. A titre exceptionnel, le maintien en zone d'attente au-delà de douze jours peut être renouvelé, par le juge des libertés et de la détention, pour une durée qu'il détermine et qui ne peut être supérieure à huit jours.

Vos droits :

Vous devez être informé.e.s de vos droits dès le début de votre rétention dans une langue que vous comprenez.

Vous avez le droit de faire un recours contre la décision de reconduite à la frontière, mais le recours n'est pas suspensif (vous restez en rétention).

Vous avez le droit de demander l'assistance d'un.e médecin.

Vous avez le droit de demander l'assistance d'un.e avocat.e.

Vous avez le droit de demander l'assistance d'un.e interprète.

Vous pouvez communiquez avec votre consulat et avec une personne de votre choix.

Vous avez le droit de faire appel contre la décision de la/du juge de prolonger la durée de votre rétention.

Comme en garde à vue , vous devez être bien traité.e en rétention (ne subir aucun violence ni physique, ni morale).

Conseils lors de la rétention d'un-e- étranger/étrangère :

Une association, la CIMADE, se trouve sur certains lieux de rétention afin de pouvoir vous aider, notamment à contester la décision de reconduite à la frontière. Demandez à la rencontrer au plus vite (Siège : 01 45 55 15 77).

Pour une information sur les droits des étrangères/étrangers, contacter aussi le GISTI (01 43 14 84 89) ou l'ANAFE (01 42 08 69 93).

V- Lors de la fouille d'un véhicule

Sauf lorsqu'il s'agit d'un véhicule d'habitation (caravanes, etc.), la police peut fouiller un véhicule y compris le coffre, si elle a des « raisons plausibles de soupçonner qu'un crime ou un délit flagrant a été commis par l'un des occupants » .

La police peut aussi immobiliser un véhicule pendant 30mn et le fouiller avec l'accord du/de la conductrice/conducteur (ou à défaut le procureur) " pour prévenir d'une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens "

VI- Les vigiles

Sur arrêté du préfet, dans les lieux et à des dates précisées dans cet arrêté, les vigiles peuvent procéder à des palpations de sécurité (donc sur les vêtements), en cas de menaces graves pour la sécurité publique. Ces palpations sont faites par une personne du même sexe que l'intéressé.

Les vigiles peuvent aussi faire ouvrir un sac à main, et ne peuvent le fouiller qu'avec le consentement de la personne.

Pour conclure ... Oser et comprendre la pensée libertaire…

" C'est l'anarchie! ". Les gens de pouvoir, les médias utilisent à profusion le terme anarchie pour désigner le chaos économique, politique et moral de notre société. L'emploi du mot anarchie tendrait à faire croire que ce monde est livré aux mains de forces diaboliques qui veulent renverser le bel édifice que les peuples disciplinés, conduits par les Etats, ont bâti au cours des siècles. Pourtant, ce sont bien les Etats qui se partagent et gouvernent la planète. C'est bien à eux que l'on doit le désordre économique dans lequel nous vivons. Faire mieux que les Etats dans les domaines du chaos et de l'horreur est difficile...

Qui peut croire encore que le pouvoir est synonyme d'organisation ?

Ceux qui vivent du pouvoir, très certainement. Mais pas les anarchistes. Le chaos institutionnalisé, le pouvoir et l'esclavage ont fait leur temps. Aujourd'hui, choisir l'anarchisme, c'est faire preuve de réalisme et de sens organisationnel.

Nos détracteurs (des fascistes aux marxistes en passant par les démocrates) nous considèrent comme des terroristes ou des idéalistes en retard d'une révolution. Il y a ceux aussi qui prétendent défendre l'anarchisme, mais qui préconisent une société sans règle, sans morale, sans contrainte, dans laquelle on pourrait faire ce que l'on veut. Quel choix le citoyen raisonnable pourra-t-il faire entre les propositions d'autoritaires de toutes sortes qui ont montré leur faillite, et celles des nihilistes de tout poil qui prétendent que demain on rasera gratis, tout étant résolu par la suppression pure et simple de toutes les institutions mises en place jusqu'à nos jours ?

La pensée libertaire englobe un projet de société différent de tous les modèles connus jusqu'à présent.

Alors, l'anarchie, c'est quoi ?

C'est l'état d'un peuple, et plus exactement encore, d'un milieu social sans gouvernement. Hormis les anarchistes, tous les philosophes, tous les moralistes, tous les sociologues, y compris les théoriciens démocrates et les doctrinaires socialistes, affirment qu'en l'absence d'un gouvernement, d'une législation et d'une répression qui assure le respect de la loi et sévit contre toute infraction à celle-ci, il ne peut y avoir que désordre et criminalité. Les anarchistes affirment que "l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ".

Anarchie et ordre ?

Notre ordre repose sur l'entente (principe de Liberté, opposé au principe d'Autorité). Au contraire, les autres propositions d'organisation de la société - socialisme, libéralisme, marxisme… - ont toujours octroyé à une minorité de privilégiés le droit de gérer la société à la place des concernés et pour leur propre profit. Ce mode de gestion porte un nom : l'État.

L'État est l'expression politique du régime économique auquel est soumise la société. Il permet et justifie l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme : il confisque à l'individu son pouvoir - en dictature comme en démocratie (élections) - et met ce pouvoir au service du capital (répression des mouvements sociaux, aides financières…).

L'État, à force d'être omniprésent, finit par se superposer à la société, et tente de faire croire qu'en-dehors de lui elle ne saurait fonctionner. Cette illusion est d'autant plus pathétique que l'Etat constitue de fait un groupe social à part entière, coupé des réalités des individus et des autres groupes sociaux. Il ne sert qu'à maintenir l'ordre (fonctions législative et répressive) au service des intérêts de la classe exploiteuse, qu'on la nomme patronat, bourgeoisie ou nomenklatura. Il s'appuie pour cela sur une morale dégradante et humiliante pour l'être humain, secondé en ce sens par la religion qui légitime elle aussi l'exploitation et la domination, se contentant parfois d'en condamner les manifestations les plus brutales, sans jamais émettre de critique de fond ni proposer d'autre modèle que patriarcal, conservateur, hiérarchique et caritatif.

Les anarchistes refusent ce modèle sociétaire, oppresseur, exploiteur, négation de l'individu et de ses aspirations. Ils cherchent par tous les moyens à montrer qu'il est possible et souhaitable de vivre dans une société égalitaire, gérée directement et librement par ses diverses composantes : individus, groupements sociaux, économiques, culturels, et ce dans le cadre du fédéralisme libertaire.

Le refus de l'autorité.

Le refus de l'autorité n'est pas apparu avec les théories libertaires. Il les précède largement au travers des actes, des attitudes d'individus ou de groupements sociaux. Certains événements historiques nous le rappellent : par exemple les révoltes des esclaves dans la Rome antique, les jacqueries paysannes du Moyen âge, l'essor de la Renaissance, les philosophes des Lumières, la Révolution française. Plus près de nous, ces théories ont participé au déclenchement de la Révolution de 1848, de la Commune de Paris, de la Révolution russe et de la Révolution espagnole. Autant de lieux, de situations, dans lesquels des hommes et des femmes ont cherché à desserrer, voire à abolir l'étau oppressif dans lequel ils se sentaient pris au piège.

En replaçant ces événements dans le contexte historique et social qui leur a donné naissance, on s'aperçoit qu'ils visent le même but : l'amélioration des conditions d'existence, le partage des richesses, le droit à la connaissance, l'instruction, le bien-être, bref une aspiration au bonheur. Ces mouvements de révolte ont été pour la plupart écrasés (les esclaves, les paysans, la Commune de Paris), ou récupérés au profit d'une classe ou d'un parti (la bourgeoisie émergente sous la Révolution française, les Bolcheviks dans la Révolution russe), ou encore détournés de leur but (les monarques dits " éclairés " du Siècle des Lumières). Car malgré l'embryon de liberté qu'ils contenaient, ils n'étaient pas suffisamment

forts ni structurés pour renverser le cours des choses. Ils étaient des utopies dans le sens où ils ont osé projeter sur l'écran de l'avenir des images en contradiction avec celles de leur temps.

Héritages.

Cet héritage philosophique a été théorisé puis mis en pratique au XIXè siècle, coïncidant en cela - et non sans raison - avec l'apparition du nationalisme et de l'étatisme.

On s'accorde aujourd'hui à dire que Pierre-Joseph Proudhon est le "père" de l'anarchisme, le théoricien du système mutualiste et du fédéralisme, et l'inspirateur du syndicalisme ouvrier. Son influence sur le mouvement ouvrier a été réelle, puisqu'au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) existait un courant nettement proudhonien.

Le Congrès de Saint-Imier (1872) jette les bases de l'anarchisme. Les délégués réunis proclament " que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ", " que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction, ne peut être qu'une tromperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui... ".

Ces idées, reprises de Michel Bakounine et de la Première Internationale, resteront présentes jusqu'à nos jours. Elles seront l'apanage de Louise Michel (Commune de Paris), du 1er Mai 1885 (Etats-Unis), de Fernand Pelloutier (Bourses du Travail), des explications du monde d'Elisée Reclus, éminent géographe, de Pierre Besnard (anarchosyndicalisme), de Pierre Kropotkine et du communisme libertaire, de Paul Robin et de son école libertaire de Cempuis, de Jean Grave et de ses quarante ans de propagande anarchiste, de Gustave Landauer, fusillé par la soldatesque en 1919 pour sa lutte au côté des Conseils Ouvriers de Bavière, de Nestor Makhno et de son engagement dans la révolution russe, de Sacco et Vanzetti, assassinés par chaise électrique pour leurs idées, d'Erich Mühsam, poète et dramaturge allemand, mort dans un camp de concentration en 1933, de Buenaventura Durruti pendant la guerre d'Espagne, d'Armand Robin et ses langues multiples, pour ne citer que quelques-uns.

Après la seconde guerre mondiale, elles resurgiront et verront la création de la Fédération Anarchiste Francophone, de l'Internationale des Fédérations anarchistes dans le monde; elles impulseront la reconstruction de la Confédération Nationale du Travail, anarchosyndicaliste, affiliée à l'A.I.T., elles souffleront dans les rangs de Mai 68 et de la contre-culture, dans le mouvement social...

De l'anarchie à l'anarchisme.

Ainsi donc, l'anarchie est ce que nous entrevoyons (société libertaire) ; l'anarchisme est le mouvement social qui poursuit la réalisation de l'idéal anarchiste. L'anarchisme est une lutte incessante, sous les formes les plus variées,

contre les préjugés, l'obscurantisme, le fait autoritaire. Il s'articule principalement autour de deux types de tâches : les unes destructives, les autres reconstructives. Les actions destructives consistent à saper profondément le principe d'autorité dans toutes ses manifestations, le démasquer, combattre toutes les manœuvres par lesquelles il tente de se réhabiliter et de se survivre sous une autre forme. Les actions reconstructives, parfois parallèles aux destructives, visent à mettre en place un fonctionnement fédéraliste et de gestion directe. Pour cela, il faut un outil adapté, une organisation…

Organisation.

L'organisation est fonction du degré de conscience, atteint par les discussions, débats et confrontation d'idées, et dans l'action. Plus cette conscience sera grande et plus la vitalité de l'organisation sera élevée. Pour aboutir à une organisation souple et forte, en même temps conforme à l'esprit libertaire, il faut aller de la base au sommet, de l'unité au nombre, du particulier au collectif. Nous nous accordons entre individus et groupes sur un ensemble de principes généraux, de conceptions fondamentales et d'applications pratiques (voir nos " Principes de base ") : c'est le fédéralisme qui permet à chacun de rester lui-même, de se soustraire à tout écrasement, de garder son autonomie, de prendre une part active à la vie de l'organisation, d'émettre son opinion. Une telle organisation laisse à chacun de ses éléments la totalité des forces qui lui sont propres, tandis que par l'association de ces forces, elle atteint elle-même son maximum de vitalité.

Action.

L'action n'est pas l'agitation. Elle doit correspondre à un but, la révolution libertaire, et à une stratégie, plus circonstancielle. Parfois, la situation sociale est provisoirement calme, parfois elle s'emballe. L'organisation doit s'adapter à ces différentes phases. En tout état de cause, la place des militants anarchistes est dans la lutte sociale, expression de la lutte des classes, y compris dans les luttes dites réformistes (lutte contre la précarité, contre les licenciements, augmentation des salaires, défense des services publics…), avec nos pratiques antiautoritaires et d'action directe (contrôle et révocabilité des mandatés…), et nos perspectives d'ensemble.

C'est de la confrontation entre nos idées, nos pratiques, et les masses, que peut surgir ou naître progressivement la conscience révolutionnaire.

Des propositions.

L'anarchisme, enfin, est un ensemble de propositions et de pratiques tendant à l'émancipation totale de l'homme en société. Si la société existe en tant qu'entité sociologique, l'individu existe tout autant, sans rapport hiérarchique à cette société. C'est donc l'harmonie entre ces deux éléments que recherchent les anarchistes.

L'émancipation est de triple nature. Emancipation économique d'abord, par la réappropriation des outils de production, leur gestion directe par les travailleurs eux mêmes, et par la répartition égalitaire des richesses.

Emancipation politique ensuite, par le remplacement de la bureaucratie d'État, par une organisation fédéraliste des secteurs de la société, maintenant la cohésion et préservant l'autonomie.

Emancipation intellectuelle, enfin, via la prise en charge par l'individu de son rôle social, reléguant la religion et toute forme de soumission au musée des horreurs. Une société sans classe et sans Etat, organisée par et pour les femmes et les hommes, voilà ce que veut l'anarchisme.

L'anarchiste est par tempérament et par définition réfractaire à tout embrigadement qui trace à l'esprit des limites et encercle la vie. Il nie le principe d'autorité dans l'organisation sociale. Il ne peut donc y avoir de catéchisme libertaire.

L'organisation anarchiste de la société, émanation directe de la volonté des individus et des groupements sociaux, ne pourra se réaliser qu'en dehors et contre la tutelle de tous les organismes et structures autoritaires établis sur l'inégalité économique et sociale.

Les fondements éthiques et organiques du fédéralisme libertaire sont : la liberté comme base, l'égalité économique et sociale comme moyen, la fraternité comme but. Cette définition marque la profonde différence entre le fédéralisme libertaire et le " fédéralisme étatique ".

Nous appelons de toutes nos forces une société de type fédéraliste, fondée sur la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité pour certains de vivre du travail d'autres), l'entraide, l'abolition du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les anarchistes n'accordent aucun crédit à un simple changement des personnes qui exercent l'autorité : les mêmes causes engendrent les mêmes effets. Toutes les formes d'autorité se tiennent. En laisser subsister une seule, c'est favoriser la réapparition de toutes.

Vers une société libertaire.

Pour arriver à instaurer une société libertaire, il faut se doter de moyens en accord avec la finalité. Tel que l'exprime Errico Malatesta, " ces moyens ne sont pas arbitraires, ils dérivent nécessairement des fins que l'on se propose et des circonstances dans lesquelles on lutte. En se trompant sur le choix des moyens, on n'atteint pas le but envisagé, mais on s'en éloigne, vers des réalités souvent opposées et qui sont la conséquence naturelle et nécessaire des méthodes que l'on emploie ".

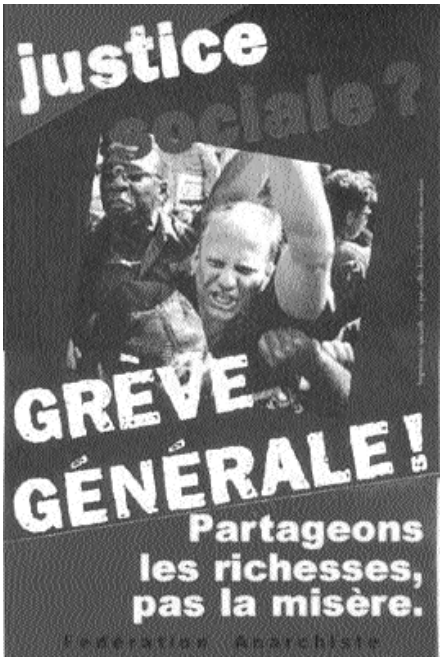
Il est possible de vivre dans une société égalitaire, gérée directement et librement par ses diverses composantes (individus, groupements sociaux, économiques, culturels, ethniques...) dans le cadre du fédéralisme.

Les règles qui vont faire fonctionner une telle société sont basées sur des contrats mutuels, égalitaires, réciproques, pouvant être remis en cause à tout instant. Ces contrats peuvent être écrits ou tacites.

Mandatements.

Une telle société ne peut évidemment pas fonctionner sans entraide ni coopération volontaire. La délégation de responsabilité permettra de discuter au niveau fédéral. Mais attention, entendons-nous sur les mots : pour les anarchistes, chaque délégué reçoit un mandat précis. L'assemblée qui l'a mandaté exerce un contrôle permanent sur son travail, et, surtout, peut le révoquer à tout moment si le travail qu'il effectue ne correspond pas à son mandat.

L'anarchisme est une proposition globale de société cherchant à promouvoir une civilisation réellement différente. Il oppose le principe de liberté au principe d'autorité, l'entraide à la loi de la jungle, l'égalité à la discrimination. " Aussi longtemps que la société sera basée sur l'autorité, les anarchistes resteront en état perpétuel d'insurrection " (Elisée Reclus).



L'EDITEUR

Editions du Monde Libertaire
www.federation-anarchiste.org/editions
Pour toute commande ou pour recevoir notre catalogue complet
(avec le résumé des titres ci-dessous):
145, rue Amelot, 75011 PARIS, ou editions@federation-anarchiste.org

Depuis quelques décennies maintenant, les *Editions du Monde Libertaire* brandissent haut et clair le drapeau de la révolution sociale. Chaque brochure, chaque livre, est une cartouche que la révolte peut mettre dans le fusil de l'espoir. Est-il besoin de le préciser, les *Editions du ML* ne sont financées que par les ventes, par vous… que par et pour toutes celles et tous ceux qui ont dans le cœur un autre présent et un autre futur de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion…

Collection Bibliothèque anarchiste

- *Berneri Camillo,* **Ecrits choisis**, 349 pages, 18,25 euros
- *Gaston Leval,* **L'Etat dans l'histoire** 299 pages, 9,15 euros
- *Pierre-Joseph Proudhon,* **De la capacité politique des classes ouvrières** 1977, tome 1 et tome 2 ; 9,15 euros chaque tome
- *Luigi Fabbri,* **Dictature et révolution** 1986, 276 pages, 9,15 euros
- *Maurice Joyeux,* **Sous les plis du drapeau noir : souvenirs d'un anarchiste** 1988, 300 pages, 18,25 euros
- *Collectif,* **Mai 68 par eux-mêmes** 1989, 239 pages, 13,75 euros
- *Sébastien Faure,* **Ecrits pédagogiques** 1992, 172 pages, 12,20 euros
- *Gaetano Manfredonia,* **La lutte humaine : Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste Italien et la lutte contre le fascisme** 1994, 415 pages, 16,75 euros
- *M. Delasalle, A. Miéville, M. Antonioli,* **Anarchisme et syndicalisme ; le Congrès Anarchiste International d'Amsterdam (1907)** 1997, 231 pages, 9,15 euros (*****)
- *Errico Malatesta,* **Ecrits Choisis,** 2006, 224 pages, 9 euros.

Collection Brochure anarchiste

- *Christiane Passevant et Larry Portis*, **La main de fer en Palestine,** 96 pages, 5,35 euros
- *Raynaud Jean-Marc,* **Unité pour un mouvement libertaire**, 3 euros
- *Maurice Joyeux*, **L'hydre de Lerne**, 1967, 56 pages, 1,5 euros
- *Pelletier Philippe,* **Super-Yalta : esquisse géopolitique de la situation mondiale,** 1991, 80 pages, 3 euros
- *Floréal,* **A la petite semaine : chroniques sans dieu ni maître** 1997, 48 pages, 3 euros (*)
- *Fédération Anarchiste,* **Agir au lieu d'élire : les anarchistes et les élections** 1999, 48 pages, 3 euros (*)
- *URRAFA,* **L'anarchisme aujourd'hui**, 4ème éd 2000 48 pages, 3 euros (*)
- *JF Fueg et René Berthier,* **Anticommunisme et anarchisme** 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- *IFA,* **Pour un avenir libertaire : contributions de l'Internationale des Fédérations Anarchistes** 2002, 48 pages, 3 euros
- *Collectif,* **Qu'est-ce que l'anarchisme ?,** 2005, 32 pages, 2 euros
- *Collectif,* **L'autogestion Anarchiste,** 2006, 48 pages, 3 euros

Collection Du charbon pour les braises / Réflexions croisées sur…

- *Collectif,* **Réflexions croisées sur Le travail**, 2003, 80 pages, 5 euros (*)
- *Collectif,* **Réflexions croisées Les retraites**, 2003, 72 pages, 5 euros (*)
- *Xavier Bekaert,* **Anarchisme, Violence Non Violence**, 2005, 80 pages, 5 euros (*), 2ème édition revue et augmentée

Collection Graine d'Ananar

- *Daniel Vidal,* **Paul Roussenq, le bagnard de Saint-Gilles** 1998, 39 pages, 3 euros (*)
- *Raymond Vidal-Pradines,* **Benoist Rey** 1999, 40 pages, 3 euros (*)
- *Claire Auzias,* **Louise Michel** 1999, 56 pages, 3 euros (*)
- *Pépita Carmena,* **Mémoires** 2000, 72 pages, 4,5 euros (*)
- *Jacinthe Rausa,* **Sara Berenguer** 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- *Ronald Creagh et Frank Thiriot,* **Sacco et Vanzetti** 2001, 48 pages, 3 euros (*)
- *Philippe Blandin,* **Eugène Dieudonné** 2001, 64 pages, 4,5 euros (*)
- *Roland Bosdeveix,* **Maurice Joyeux,** 2005, 112 pages, 9 euros

✯ *Augustin Souchy,* **Attention, Anarchiste ! Une vie pour la liberté**, 2006, 284 pages, 10 euros

Collection Ici et Maintenant

✯ Jean-Pierre Levaray, **Suzana** : **Chronique d'une vie sans-papiers** 2000, 48 pages, 3 euros (*)
✯ *Groupe Louise Michel,* **Zéro euro, zéro fraude : transports gratuits pour toutes et tous** 2002, 48 pages, 3 euros (*)
✯ *Union locale La Commune,* **Le contrôle social en société dite démocratique** , 2003, 64 pages, 5 euros
✯ *Collectif,* **Le Vaaag, (Village alternatif anticapitaliste et anti-guerres) une expérience libertaire.** 2004, 141 pages, 10 euros (**)
✯ *Jacques Lesage de la Haye* **La mort de l'asile, histoire de l'antipsychiatrie**, 2006, 213 pages, 10 euros (****)
✯ *Giraud, Rajsfus, Schérer, Schindler,* **Criminalisation de l'immigration, Répression policière: Arguments pour l'émancipation sociale ,** 2006, 80 pages, 5 euros
✯ *Jean-Pierre Tertrais*, **Du développement à la Décroissance, Pour en finir avec l'impasse suicidaire du capitalisme**, 2006, 232 pages, 12 euros (****)
✯ *Collectif,* **Quelle place des anarchistes dans le monde du travail ?**, 2006, 120 pages, 8 euros

Collection Increvables Anarchistes

✯ *Collectif,* **Le hasard et la nécessité : comment je suis devenu libertaire** 1997, 96 pages, 6 euros (*)
✯ *Le Monde Libertaire* **Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 du Libertaire et du Monde Libertaire** vol.1 à 10, 52 pages, 3 euros la brochure (*) : des origines à 1914 (vol. 2) ; de 1914 aux années 30 (vol. 3 & 4); les mouvements libertaires français, bulgare et juif (vol. 5) ; Espagne, la révolution sociale contre le fascisme (vol. 6), de 1939 à 1945, la résistance anti-fasciste aux luttes anticoloniales (vol.7), de 1945 à 1968, avec un A comme dans Culture(vol.8), de 1968 à 1975, lendemain de "grand soir" (vol.9), de 1981 à 1990, les années Mitterac-Chiran (vol.10)
✯ *Collectif,* **Espagne 36 : Les affiches des combattant-e-s de la liberté** 2006, 160 pages en couleurs, 33 euros (****)

Collection Propos Mécréants

✯ *Collectif*, **Antireligion : « Regards sur l'obscurantisme religieux et la nécessité de le combattre »,** 2005, 64 pages, 4 euros.

Collection Pages Libres

✯ *Collectif*, **RadioActivité: les faibles doses**, 55 pages, 4,5 euros (***)
✯ *Gérard Lorne,* **Du rouge au noir : mémoire vive d'un porteur de valise**, 9,15 euros
✯ *Patsy,* **Ramadan plombé** (suivi de) **Un gorille, sinon rien**, 127 pages, 6,85 euros
✯ *Groupe de Nantes de la Fédération Anarchiste*, **Ras la coupe**, 3 euros
✯ *Collectif,* **Libres comme l'air : quinze nouvelles pour Radio-Libertaire** 1991, 143 pages, 12,95 euros
✯ *Yves Peyraut,* **Radio-Libertaire, la voix sans maître** 1991, 170 pages, 13,70 euros
✯ *Groupe Saornil,* **La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste** 1999, 48 pages, 3 euros (*)
✯ *Lukas Stella,* **Abordages informatiques** 2002, 48 pages, 3 euros (*)

Collection Notre histoire

✯ *Collectif,* **La résistance anarcho-syndicaliste allemande au nazisme** 2001, 64 pages, 4,5 euros (*)
✯ *Olivier Pinalie,* **Un Dimanche de la Vie, la révolution espagnole de 1936,** 2006, 96 pages, 7 euros

Bandes dessinées

✯ *Santin Fabio, Elis Fraccaro,* **Malatesta,** 2003, 112 pages, 15 euros

Vidéos

✯ *Florence Miettaux et Grégory Mouret,* **A l'épreuve du réel, l'expérience du VAAAG,** DVD, 2005, 56 minutes, 8 euros (**)

---

* en coédition avec les éditions Alternatives Libertaires
** en coédition avec les éditions de No Pasaran
*** en coédition avec le magazine « Silence », Silence Hors Série N°5
**** en coédition avec les Editions Libertaires
***** en coédition avec les éditions Nautilus

BON de COMMANDE

Nom…….
Prénom……..……..….
Adresse……
……
……

Je souhaite recevoir les titres suivants :

TITRE	PRIX
SOUS-TOTAL de la commande :	€uros

Conditions Tarifaires :

- *Remise 50% à partir de 10 exemplaires commandés*
  (ne concerne que les associations militantes)
- *Rajouter 10% pour les frais de port*

Nouveau TOTAL de la commande :	€uros

Chèque à l'ordre des « Editions du Monde Libertaire »,

à retourner avec ce bon de commande à

Editions du Monde Libertaire, 145 rue amelot, 75011 Paris

le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

Retrouvez chaque Jeudi en kiosque le Monde Libertaire, organe de la Fédération Anarchiste et sur le web…
http://www.federation-anarchiste.org/ml

Ecoutez Radio Libertaire en Direct sur Internet :
http://www.federation-anarchiste.org/rl

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme se trouve dans les librairies …

Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.
L'insoumise, 128 rue St Hilaire, 76000 Rouen.
La Commune, 17 rue de Chateaudun, 35000 Rennes
La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
L'autodidacte, 5 rue Marulaz, 25000 Besançon.
Bibliothèque « La Rue », 10 rue Robert Planquette, 75018 Paris

Je désire prendre contact avec la Fédération Anarchiste

NOM & Prénom
……..……
Adresse
……..……
……..……
Téléphone & Courriel
..……

Talon à renvoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris

Retrouvez la Fédération Anarchiste sur le Web et les coordonnées de tous les groupes de la FA sur : www.federation-anarchiste.org

Ci-dessous : les sites webs de quelques-uns des groupes fédérés…

groupe de Rouen http://federation-anarchiste.org/fa/rubrique.php3?id_rubrique=84
groupe Nada (Toulon) http://groupenadatoulon.lautre.net
groupe La Sociale (Rennes) www.farennes.org
groupe Ici et Maintenant (Bruxelles) www.ici-et-maintenant.org
groupe de Strasbourg www.fastrasbg.lautre.net
groupe Proudhon (Besançon) www.lautodidacte.org
groupe Gard-Vaucluse www.fa-30-84.org
groupe Marée Noire (Nancy) www.maree-noire.info
groupe de Saint-Brieuc www.fa-souvenance.zaup.org
liaison Ardennes L'en Dehors www.endehors.org
Drapeau Noir du Périgord http://www.dnp.lautre.net/
La Vache Folle http://membres.lycos.fr/vfolle/

Achevé d'imprimer par l'imprimerie JOUVE,
Novembre 2006